

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

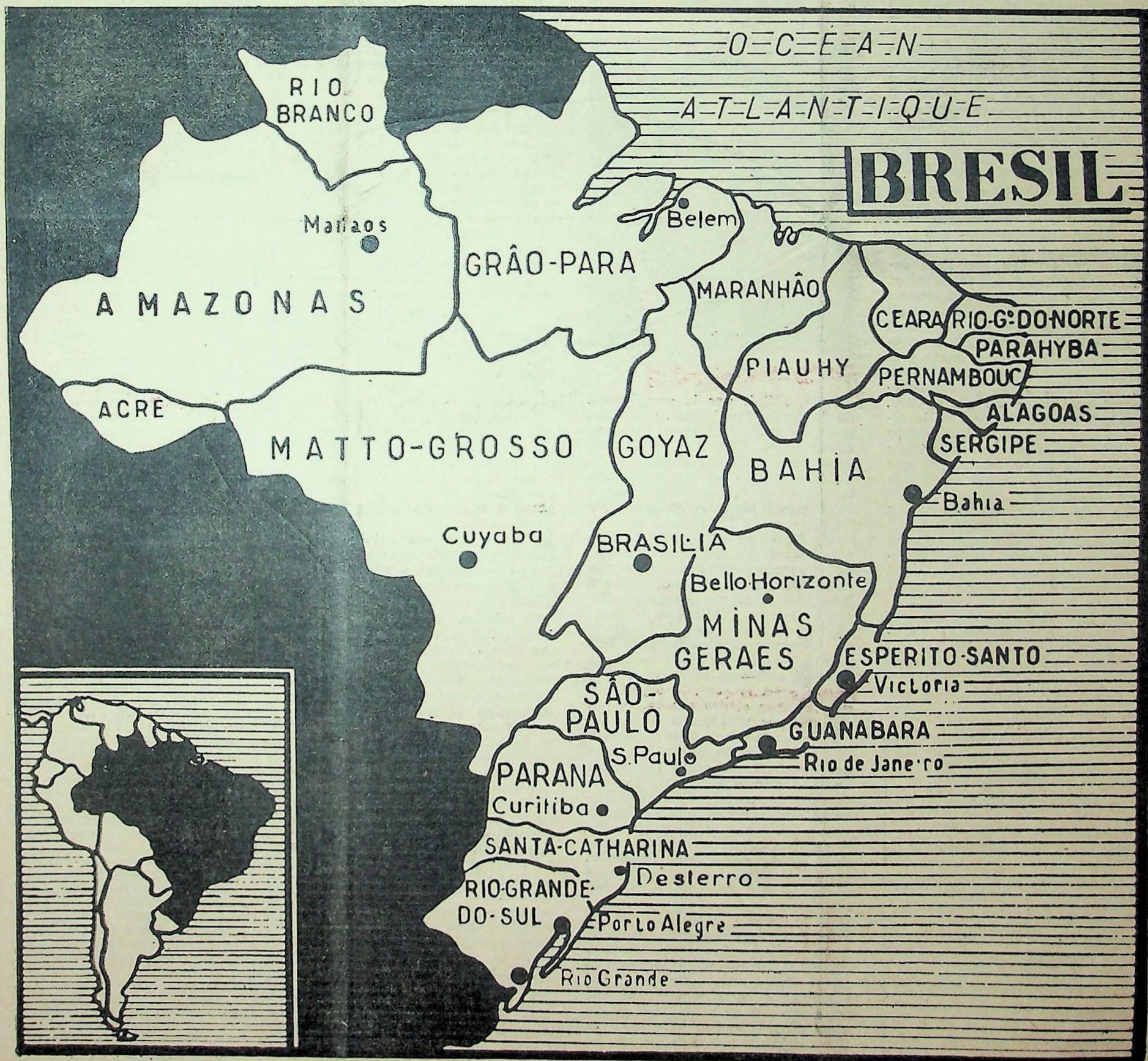
SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 190. — 11 AVRIL 1964

BRÉSIL : LE COUP D'ETAT QUI N'EVITERA PAS LA REVOLUTION



Seulement 2 % des terres sont cultivées au Brésil (p. 7)

(Photo Agip.)

ORESTE ROSENFELD n'est plus

Le P.S.U. tout entier s'incline avec émotion devant Oreste Rosenfeld, militant exemplaire, ami fidèle, dont toute la vie, même et surtout dans les heures les plus difficiles et les plus tragiques, a été consacrée au socialisme, et devant la douleur de Marie-Louise Rosenfeld qu'il assure de son affectueuse sympathie.

Des souvenirs, dont certains sont vieux de 40 ans, ne viennent à l'esprit : nous allons souvent au *Populaire*, rue Victor-Massé, avec Jean Longuet, porter des papiers à Rosenfeld. Mais je veux évoquer ici ses courageuses campagnes contre le colonialisme, amorcées par ses articles si clairvoyants de « Gavroche » contre la guerre d'Indochine, puis les réunions de la « minorité socialiste », chez Hauriou,

chez Robert Blum, chez Boris, lui aussi disparu beaucoup trop prématurément, et la fondation du P.S.A.

Si le 13 septembre 1958, dans le petit café de la rue de la Défense, à Issy-les-Moulineaux, j'ai pris, non sans de longues réflexions, une décision, qu'avec le recul du temps, je trouve chaque jour plus sage, c'est parce que je savais que j'aurais à mes côtés des amis comme Oreste Rosenfeld. Je n'oublie certes pas non plus son apport si précieux à la construction du P.S.U., ni sa direction de la « Tribune du Socialisme » qui, avec la « Tribune du Peuple », est un des ancêtres de notre *Tribune Socialiste* actuelle.

Edouard DEPREUX.

D'AUSSI loin que je remonte au cours des trente dernières années, je retrouve sur moi l'influence d'Oreste Rosenfeld.

Né à Astrakan, en 1891, membre à treize ans de la social-démocratie russe, ses luttes contre le tsarisme le conduisent deux ans plus tard dans les prisons. Et toute sa jeunesse sera une suite ininterrompue de combats clandestins et d'arrestations. Il prend part au premier changement de régime de son pays. La guerre le conduit ensuite en France où il effectue, avec un grade élevé, une délégation au nom du gouvernement provisoire. Après le traité de Brest-Litovsk, qui retire l'Union soviétique de la lutte contre l'Empire allemand, il poursuit comme simple soldat la bataille sous le drapeau français.

Il est blessé à Soissons en 1918 et obtient sa première croix de guerre.

Rédacteur de politique étrangère au « *Populaire* » de 1927 à 1932, il remplace L.-O. Frossard comme rédacteur en chef après que celui-ci ait jugé avec précision son impopularité auprès des militants. Il occupera cette fonction jusqu'à 1939.

C'est lorsque j'entrai, à mon tour, au quotidien socialiste qu'il m'apprit le métier de journaliste. Dix-huit ans nous séparaient et dix-neuf le séparaient de Léon Blum, notre directeur. Plus tard, les âges devaient naturellement se rapprocher. Mais alors il m'apparaissait comme un très grand aîné. Sa façon était bourru d'apparence. Son fond était tout entier de tendresse. Il se refusait aux démonstrations mais provoquait l'affection et offrait l'amitié. Lorsqu'un geste, involontairement brutal, nous avait, croyait-il, blessé, il n'avait de cesse de le réparer... en parlant naturellement d'autre chose et sans jamais revenir sur l'erreur passée autrement que par des riens, de petites et lointaines allusions.

Son attachement, sa fidélité au journal et à son directeur, à qui il vouait justement une admiration et un dévouement sans limites, lui auront fait jouer, au moment du Front Populaire, un rôle peu connu mais efficace.

Ce n'était pas seulement des instructions qu'il recueillait du président du Conseil d'alors en se rendant chez lui chaque soir de cette époque historique. C'était les informations, l'air frais du dehors qu'il lui apportait en même temps que

des réponses aux conseils sollicités. Le journal était clair, bien ordonné, simple : un instrument d'éducation autant que de renseignements complets sur une situation, un événement, une difficulté. Et Rosenfeld — « le colonel » ou encore avec affection, « le cosaque », tandis que Léon Blum, comme Léon Jouhaux à la C.G.T., était pour nous « le général », puis, plus tard, « le patron » — en était le réalisateur.

Rien ne justifiait à ses yeux une erreur, un faux renseignement, la publication d'une information qui ne fût pas, non seulement vérifiée mais encore nuancée. Le respect du lecteur était sa règle d'or. Le commentaire, parfois passionné, même à l'occasion véhément, toujours



(Photo Tribune)

sincère, n'était que le complément de l'objectivité préalable. Cette distinction était l'exigence de nos consciences. Elle l'est demeurée pour ceux qu'il a formés.

La succession des tourmentes internationales faisait alors venir à Paris aussi bien les proscrits du fascisme et de l'hitlérisme que les chefs d'Etat en difficultés et désireux d'avoir les avis, voire l'appui, des démocrates français. Aux premiers, Rosenfeld assurait souvent le séjour, toujours l'appui indispensable pour l'obtention de leurs papiers. Aux seconds, il ménageait les entrevues nécessaires avec « le patron » non sans s'être lui-même informé, non sans avoir aussi donné les conseils que son expérience des hommes et des choses rendait chaque jour plus précieux.

Epoque passionnante et dangereuse : la montée de Hitler, le procès de Leipzig, les 6 et 12 février, le rassemblement populaire, les réformes de caractère révolutionnaire à l'égard desquelles il aurait voulu, hier encore, que l'on fût moins équitable, la non-intervention qu'il expliquait justement sans commettre les anachronismes si faciles et si douloureux de quelques-uns : l'Anschluss, Munich, Dantzig, Memel, la guerre : il n'y avait pas d'événements sur lesquels il n'ait pris parti, aidant, éclairant, précisant, avant d'être le parfait agent d'exécution qu'il savait se contenter d'être, non par modestie, mais parce qu'ayant une conscience aiguë de la valeur de l'homme dont il vulgarisait les pensées ou les décisions.

En 1939 il a quarante-huit ans. Il s'engage. Il participe aux combats qui suivent la « drôle de

guerre ». Il est fait prisonnier. Il demeurera cinq ans dans un oflag spécial, à Lübeck. Il y retrouve Robert Blum, qui lui aura apporté samedi l'ultime satisfaction de l'accord des éditions Albin Michel pour la parution du volume de l'œuvre de Léon Blum (relatif à la période de 1933 à 1940), et qu'il avait préparé avec tant de soin.

Il y retrouve le docteur Kohen, ancien responsable des étudiants socialistes, qui l'aura secondé dans son dernier combat contre la mort et qui, désespéré de n'avoir pas pu la vaincre, a eu, dimanche, ce mot déchirant : « Pourquoi n'ai-je pas plutôt choisi d'être plombier ? »

Il y retrouve d'autres camarades, socialistes et juifs. Et lui qui, malgré ce qu'on eût pu croire de son patronyme, n'était pas juif, a toujours eu la dangereuse élégance de ne pas démentir la rumeur universelle.

Le reste de sa vie, au-delà des déceptions, sans doute inévitables, se confond avec ce qui justifie l'existence du P.S.U. dont il sera membre, au nom du P.S.A., de la commission d'unification. D'une rigueur intellectuelle sans faille, Rosenfeld, l'un des rares vrais marxistes de ce temps, n'acceptait aucune déviation, ni celle des minorités comme en 1933 à l'époque des néos ou en 1939 à celle des « pivertistes », ni celle des majorités comme en 1920 à l'époque des « vingt et une conditions » ou en 1958 lors de la poursuite de la guerre d'Algérie et du ralliement au pronunciamiento gaulliste.

Sa double connaissance des phénomènes économiques et des êtres humains, faisait souvent de lui un précurseur : il fut le premier à prévoir (mieux : à réclamer) l'indépendance de l'Afrique du Nord comme il l'avait fait de l'Indochine, conseiller de l'Union française ayant à la fois l'habitude des précisions et le sens de l'Histoire. Et les liens personnels, humains et chauds qui l'unissaient à ses collègues « autochtones » n'étaient pas fait de paternalisme, mais d'universalisme.

Ce politique avait une vaste culture, qu'il approfondissait chaque jour. Sa connaissance de la peinture, celle de la musique et de la danse, le rattachait à la grande tradition des socialistes pour qui la réalisation de leurs rêves et l'accomplissement de leurs luttes ne se résoudraient pas en graphiques stériles mais en bonheur humain.

Ce bonheur, il en a connu la réalité au cours de ses dernières années grâce à une compagne qui a su organiser avec amour un foyer, embellissant ses jours en le défendant contre lui-même, orientant vers des études et des recherches satisfaisantes son besoin de militer.

Généreux, sensible, désintéressé, sévère pour lui-même, de plus en plus indulgent aux erreurs des autres (ce qui ne diminuait nullement la profondeur de son jugement ni l'intransigeance de sa réclamation), bon et compréhensif, Oreste Rosenfeld aura fourni un rare exemple de scrupule, de recherche permanente d'équité et de fidélité aux idées, à l'idéal, comme aux amis, qu'il s'était librement, et depuis toujours, choisis.

Daniel Mayer.

TOULOUSE : UNE CURIEUSE AFFAIRE

Pendant la campagne électorale, M. Mazziol, ministre de la Construction, conseiller municipal et membre de la majorité S.F.I.O.-U.N.R., qui administre Toulouse, a levé « un gros lièvre », en déclarant que l'Office H.L.M. (où la S.F.I.O. règne en maîtresse) avait payé 140 millions un terrain dont la propriétaire déclare n'avoir reçu que 47 millions.

Gros émoi à l'Office, présidé par le sénateur Méric (S.F.I.O.). Protestsations contre les « insinuations calomnieuses » du ministre. Mais pas de plainte en diffamation. Devant le Conseil général, le préfet déclare que la justice sera sans doute saisie, et que l'on envisage trois hypothèses : 1) Malhonnêteté à l'Office ; 2) Malhonnêteté de la propriétaire, qui pourrait avoir menti ; 3) Malhonnêteté des intermédiaires (notaire, agents immobiliers...).

L'affaire peut amener, sur le plan municipal, une rupture entre la S.F.I.O. et l'U.N.R. Sans doute le groupe communiste serait-il tenté de se porter au secours du maire S.F.I.O. en mal de majorité. Mais le fera-t-il en de pareilles circonstances ?

Pour nous, quelle que soit la conclusion de l'enquête, il y a un scandale : celui de la spéculation immobilière. On n'y remédiera que par la municipalisation des sols.

Institut parisien d'études communale et régionale

L'Institut parisien d'études communale et régionale (I.P.E.C.E.R.), créé à l'initiative de l'A.D.E.L.S., organise un deuxième cycle de formation sur :

- Les structures administratives et institutions de la région parisienne ;
- La connaissance de la commune ;
- L'organisation communale,

les lundis 13, 20 et 27 avril, de 20 h. 30 à 22 h. 30, 68, rue de Babylone, Paris. Pour tous renseignements, écrire à R. Beaunez, 147, rue du 5-Mars, Colombes.

Stage national « Entreprises »

Le prochain stage national « Entreprises » aura lieu du 27 avril au 3 mai, dans la région parisienne.

- Programme sommaire :
- L'entreprise (sa fonction, ses structures, etc.) ;
 - Vie syndicale et politique dans l'entreprise ;
 - Le mouvement ouvrier ;
 - Le P.S.U. dans l'entreprise.

Ce stage comprendra de nombreux travaux pratiques ainsi que la série habituelle de veillées culturelles. Le prix, voyage compris, sera d'environ 70 F.

Les inscriptions sont à adresser dès maintenant au secrétariat national, 81, rue Mademoiselle, Paris (XV^e).

LE BILLET DE JEAN BINOT

DANS LE SENS DE L'HISTOIRE

L'illustrissime Duvalier vient de se proclamer président à vie. Prédisons que ce Duvalier-là répand ses bienfaits sur la « République » haïtienne et qu'il s'est modestement déclaré « l'homme que le pays ne peut produire que tous les cinquante ou soixante-quinze ans ».

Toute comparaison entre cette évidence et l'affirmation selon laquelle notre monarque n'a pas eu de prédécesseur et n'aura pas de successeur serait grossièrement déplacée.

Au reste, le Duvalier haïtien a réduit l'effectif de ses forces armées à cinq mille hommes.

Il est vrai que, dans le même temps, il a porté à dix mille le nombre de ses « tontons macoutes » ; autrement dit ses gorilles.

Mais encore une fois, Haïti, c'est si loin !

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
● Publicité : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

LE SCHISME SINO-SOVIÉTIQUE

APRES un assez long délai de réflexion et quelques tentatives de conciliation — faites, semble-t-il, sans grande conviction — les dirigeants soviétiques se sont décidés à relever le gant lancé par les Chinois. Puisque les communistes chinois veulent dépasser le stade des luttes fractionnelles, et faire des socialistes et des communistes du monde entier les juges du conflit qui les oppose au P.C. de l'U.R.S.S., ce dernier ne peut effectivement plus esquiver le combat sans risques graves pour son influence et son prestige. Chacun des deux adversaires va donc travailler d'arrache-pied à renforcer son camp.

Souslov lui-même le constate en disant dans son rapport : « Les faits montrent qu'une lutte longue et sévère va devoir s'engager pour l'unité de toutes les forces socialistes, pour l'amitié et la coopération entre les peuples soviétique et chinois. Le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. est certain qu'il sera assez fort pour surmonter les difficultés et cimenter ses rangs dans la lutte pour la grande cause du communisme. »

Cet événement est d'une importance capitale, car il ouvre une nouvelle période de l'histoire du mouvement communiste et partant du mouvement ouvrier international. Dans un combat de ce type, à l'issue imprévisible, toutes les orthodoxies vont être peu à peu ébranlées et le monolithisme propre à chaque parti communiste recevra des coups sévères. Ce conflit peut par conséquent mettre fin à la sclérose dont a souffert le communisme depuis des années, mais il peut aussi s'enliser dans une lutte stérile et débilitante pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Il importe donc de ne pas se laisser aller à des positions de facilité ou de se laisser tenter par les excommunications, commodes à première vue, mais riches de malentendus. En fait, le premier devoir de tout socialiste est de chercher à peser soigneusement les arguments avancés par l'un et l'autre camp tout en les mettant en rapport avec leur arrière-plan social et politique. Il ne s'agit pas de prendre parti pour l'un ou pour l'autre camp, mais de prendre parti pour la ligne politique, pour l'orientation stratégique qui réponde le mieux aux exigences de la situation.

Que disent les Chinois aujourd'hui ? Pour l'essentiel, que l'U.R.S.S. est un pays en train de s'embourgeoiser et de renoncer à l'esprit révolutionnaire. Sur le plan intérieur, les tendances à la restauration du capitalisme sont de plus en plus fortes dans l'industrie et dans les campagnes. Depuis la mort de Staline, l'accent mis par les dirigeants du P.C. d'U.R.S.S. sur l'intéressement matériel des Soviétiques à la production traduit une renonciation consciente au développement des forces socialistes issues de la Révolution d'octobre. Sur le plan extérieur, l'U.R.S.S. approfondit de plus en plus sa politique d'entente avec l'impérialisme et réduit l'affrontement avec celui-ci à une compétition économique d'issue tout à fait douteuse.

En outre, d'après Pékin, cette attitude conduit le parti soviétique à faire jouer son influence contre la lutte révolutionnaire dans les autres pays, en particulier dans les pays sous-développés où les Soviétiques idéalisent à dessein la bourgeoisie nationale. Et les Chinois tirent la conclusion logique de cette analyse en affirmant que les khrouchtchéviens sont « les plus grands révisionnistes de notre temps », plus dangereux au fond que ne l'étaient ou ne le sont les socialistes de droite. Il n'y a pour eux plus rien d'autre à faire que de battre définitivement

ces opportunistes qui vont peu à peu rejoindre les positions de Tito, « agent de l'impérialisme ».

Cette analyse chinoise touche évidemment un certain nombre de points faibles des Soviétiques. Ceux-ci ont effectivement tendance à chercher des accords avec les grandes puissances occidentales sans se préoccuper des incidences que peuvent avoir ces accords sur la lutte socialiste dans les autres pays. Ils ont aussi l'habitude d'imposer aux autres partis communistes dans le monde une attitude de soutien non critique à leurs initiatives diplomatiques. Par là, ils alimentent sans conteste l'opportunisme de beaucoup de partis communistes. Mais là s'arrêtent les aspects justifiés de la critique chinoise : l'U.R.S.S., même avec ses kolkhoziens millionnaires, ses trafiquants et ses chefs d'entreprise corrompus, n'est pas un pays en train d'évoluer à grande vitesse vers le capitalisme...

C'est bien plutôt un pays qui a beaucoup de mal à se débarrasser du carcan bureaucratique imposé par Staline et ses partisans quelques années après la Révolution d'octobre. De là, viennent les hésitations de la politique intérieure actuelle, l'empirisme tâtonnant et souvent opportuniste de la politique étrangère soviétique, et non de la force des éléments capitalistes qui existent à l'intérieur de la société soviétique. La bureaucratization, le manque de démocratie, voilà les handicaps que les Soviétiques ont à remonter. Dire, comme les Chinois, que l'abandon de la « fermeté » stalinienne après le 20^e congrès est à l'origine de tous les maux actuels, c'est méconnaître la nature réelle du stalinisme, principal artisan des défaites du mouvement ouvrier depuis des décennies, et principal aliment, malgré sa sclérose dogmatique, de l'opportunisme à la petite semaine.

Que disent les Soviétiques de leur côté ? Que le P.C. chinois est dirigé par des aventuristes petits-bourgeois emportés par une crise de nationalisme aiguë. Sur le plan intérieur, la Chine est dans une période de « culte de la personnalité » — celui de Mao Tsé-toung, comparable à celui de Staline de la belle époque — qui trouve son origine dans une politique économique ignorant les besoins réels du peuple chinois. Sur le plan extérieur, les Chinois, tant sur la question de l'arrêt des expériences nucléaires que sur le problème de la frontière sino-indienne, font passer avant toute chose leur nationalisme de nouvelle grande puissance, et lorsqu'ils font appel à l'esprit révolutionnaire des peuples des pays sous-développés, ils n'ont pour but que de mettre la main « sur les mouvements de libération nationale afin d'en faire les instruments de leurs plans d'hégémonie ». Selon Souslov, « la propagande chinoise réduit la lutte anti-impérialiste à la lutte contre les Etats-Unis. La théorie chinoise de la zone intermédiaire blanchit en fait les impérialistes de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne de l'Ouest et du Japon ».

Cette critique soviétique apparaît, même à première vue, comme un plaidoyer « pro domo » largement dicté par les circonstances. L'analogie faite entre le « culte de la personnalité » de Staline et celui de Mao Tsé-toung est en fait très boiteuse. L'Histoire ne se répète pas, et si les Chinois ont effectivement recours à une centralisation de type militaire pour faire face aux difficultés de l'édification économique, ils ne sont jamais engagés dans les épurations sanglantes et permanentes du Staline des années 1930. Certes, le soutien qu'ils accordent aux éléments staliniens en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires ne porte pas à leur faire confiance, mais il n'apparaît

pas qu'une fatalité quelconque les pousse à se faire toujours et en tout lieu des avocats du stalinisme. Défendre Staline aujourd'hui, c'est un moyen pour eux de faire valoir les intérêts de leur jeune Etat contre la grande puissance installée : l'U.R.S.S.

Il ne découle d'ailleurs pas absolument de là que leur action soit dictée uniquement par des critères nationalistes. Dans ce domaine, l'intérêt national le plus immédiat est inextricablement lié avec les conceptions politiques et idéologiques communistes, plus ou moins déformées par des années de sclérose bureaucratique. La Chine n'est pas belliciste au sens employé par les Soviétiques : elle peut commettre des actes dangereux, mais elle ne cherche pas la domination mondiale au prix d'une guerre nucléaire.

Que conclure ? Bien entendu, que la vérité du conflit n'est pas dans les arguments « idéologiques » échangés par les deux principaux protagonistes. Demander comme le font les P.C. français, hollandais et soviétique une conférence internationale des partis communistes dans le but unique de condamner le P.C. chinois est par trop négatif. Une conférence internationale de ce type ne pourrait avoir d'effets positifs que si elle se préoccupait de définir sans arrière-pensées et sans faux-fuyants les conditions du développement de la démocratie socialiste dans les pays qui ont rompu avec le capitalisme, de même que la stratégie révolutionnaire nécessaire aux partis des pays capitalistes.

Nous n'en sommes pas encore là, car ces problèmes réels sont encore réfractés par les intérêts étroitement compris par des bureaucraties étatiques. Notre tâche est de rendre cela possible par un discussion véritable, par un esprit critique de tous les jours, ce qui n'exclut pas la fraternité dans le combat. Dans l'immédiat, appuyons la voix de la sagesse, celle des P.C. italien, roumain, vietnamien, allemand de l'Est, etc., qui refusent les mesures de condamnation hâtives.

J.-M. Vincent.

« Unir la gauche, mais, rien que la gauche »

Telle a été, telle est, telle sera en toutes circonstances l'attitude du P.S.U. Nous l'avons proclamé lors des récentes élections cantonales. Nous étions les seuls à dire que la lutte devrait être menée, en même temps que contre l'U.N.R., ses alliés et ses complices, contre toutes les forces de réaction et de conservation sociale. Nous avons agi en conséquence. Lorsque, dans les deuxièmes tours de scrutin, la S.F.I.O. et le P.C. se sont désistés pour des hommes de droite, nous avons maintenu nos candidats. Le suffrage universel a approuvé notre attitude, notamment dans le Rhône, le Nord et la Seine-et-Oise, où, en grand nombre, les électeurs qui avaient voté au premier tour, pour d'autres partis qui se réclamaient du socialisme, ont rejoint le P.S.U. Nous nous réjouissons de voir qu'aujourd'hui le P.C., par les voix les plus autorisées, notamment celles de Fajon devant le Comité central, et de Billoux dans « France Nouvelle », reconnaît que nous avons eu raison, même s'il ne nous cite pas expressément. Ce qui importe, ce n'est pas que nous voyions confirmer la justesse de nos positions, c'est que la lutte contre le capitalisme, à la fois sous sa forme gaulliste et sous sa forme traditionnelle, puisse être menée avec cohésion, et avec rigueur : ce n'est pas l'alliance de la gauche avec la droite non gaulliste, c'est l'unité offensive de la gauche avec comme objectif la démocratie socialiste qui permettra de mettre fin au régime du pouvoir personnel.

Edouard DEPREUX.

A propos du "judaïsme sans fard"

La question juive en U.R.S.S.

On ne peut nier que le pamphlet antisémite « Le Judaïsme sans fard », publié en Ukraine par l'Académie des Sciences, fait apparaître au grand jour, sans aucune contestation possible, ce qui pour certains et notamment pour les communistes juifs paraissait impossible : après plus de quarante-cinq années de « socialisme » l'U.R.S.S. conserve une tradition profondément antisémite.

L'ouvrage de T.S. Kitchko, illustré par des caricatures du plus pur style du « Polori » ou de « Je suis partout », a suscité dans le monde occidental par la violence du langage une telle émotion que finalement pour calmer les esprits, l'Agence Tass, puis il y a quelques jours le P.C. de l'Union soviétique, ont pris la décision de condamner la sinistre brochure.

Cependant, la formule même de cette condamnation fait apparaître une fois de plus que le gouvernement soviétique refuse de considérer qu'un phénomène antisémite existe en U.R.S.S., selon le fameux postulat : « Une telle question (l'antisémitisme) ne peut exister dans un pays socialiste ». Pour conclure, la commission idéologique recommande aux fonctionnaires de la presse et de l'édition « d'aborder avec plus de soin la question de la publication de littératures sur l'athéisme scientifique ».

L'auteur du « Judaïsme sans fard » n'est pas accusé d'avoir eu des intentions antisémitiques, mais d'avoir donné prise à une interprétation en ce sens, alimentant par là « les insinuations des ennemis ».

Caricatures malveillantes...

L'émotion dans les milieux juifs de Paris a été si grande que même le quotidien communiste en langue yiddish « La Presse nouvelle », qui jusqu'à ce jour avait réfuté toute possibilité d'antisémitisme en U.R.S.S., a adressé, le 16 mars, une lettre à Moscou et fait état de « l'émotion compréhensible qui a saisi les milieux progressistes et démocrates » à la suite de cette publication.

Le 21 mars, dans la page hebdomadaire en langue française de « La Presse nouvelle », dans l'éditorial de M. Vilner, on pouvait lire ces lignes : « Une campagne antisoviétique, très soutenue, est menée depuis deux semaines dans la grande presse et par des organisations juives, autour d'une brochure intitulée : « Judaïsme sans fard »... A moins que ce ne soit un faux, il s'agit d'une brochure de propagande en faveur de la pensée laïque, qui aurait été éditée à Kiev (Ukraine) par l'Académie des Sciences, et faisant partie d'une série de publications sur les origines, l'histoire et les pratiques de diverses religions.

« Or, la présentation, sinon le contenu, de cette brochure est susceptible d'alimenter les haines antisémites là où le terrain est propice. Elle est, en effet, illustrée de plusieurs caricatures malveillantes et de mauvais goût qui risquent de flatter et favoriser les sentiments de mépris envers les Juifs... »

« Voilà pourquoi, tout en nous élevant avec force contre les campagnes antisoviétiques, tout en exaltant la rôle historique de l'U.R.S.S. pour extirper l'antisémitisme et pour sauver des millions de Juifs de l'extermination, nous le disons franchement : cette brochure nous choque, nous jugeons ses dessins nocifs. Ce genre de caricature est une arme d'excitation et ne saurait servir pour convaincre, pour parler à la raison, ni pour défendre une cause juste.



(Photo Elie Kagan.)

De nombreux Moscovites, de confession israélite, au lendemain du limogeage de Kaganovitch, s'inquiètent de leur situation, devant la grande synagogue de Moscou.

« Loin d'être impressionnés par l'utilisation malveillante qu'en font les antisoviétiques congénitaux, nous croyons, en Juifs progressistes, en amis de l'U.R.S.S. et en laïques qu'un désaveu s'impose. »

Cette protestation, certes très mesurée dans les termes, n'en constitue pas moins un événement. Pour la première fois, « La Presse nouvelle » juge un ouvrage publié en U.R.S.S. comme « une œuvre de division ».

Propagande antisoviétique

Depuis longtemps la guerre froide sévit dans les milieux juifs de Paris. Le quotidien socialiste S.F.I.O. « Notre Voix » et le journal sioniste « Notre Parole » ne se privent guère de dénoncer régulièrement l'antisémitisme qui règne en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. Des reportages décrivent la discrimination qui sévit dans les universités, à l'armée ou dans les administrations. Des interviews de Juifs résidant en U.R.S.S. rapportent combien ils souffrent de l'absence de culture juive en U.R.S.S. Dès 1948, toutes les institutions culturelles juives furent dissoutes et de nombreux écrivains et acteurs furent arrêtés. Certains furent exécutés en 1952.

A toutes ces accusations « La Presse nouvelle » répliquait par de sévères démentis, déclarant que ces calomnies n'étaient que propagande antisoviétique. Mais dans les milieux juifs de Paris, ces polémiques laissent des traces profondes. Les consciences furent troublées.

Et les Juifs communistes et progressistes, nombreux dans les milieux intellectuels réclamaient des éclaircissements.

Après la publication, en Ukraine, du « Judaïsme sans fard », les quotidiens juifs anticomunistes criaient victoire et pour les militants du « 14, rue de Paradis » c'était un nouveau coup bas.

L'U.J.R.E. (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide) qui groupe les communistes juifs vivant en France, a joué sous l'occupation et dans les années qui suivirent la Libération un rôle positif parmi la population juive.

Très active dans la résistance, puis jouant après la Libération un rôle culturel, social et politique, l'U.J.R.E. fut la grande organisation de masse où se retrouvèrent tous les

éléments communistes et progressistes juifs. Aujourd'hui, après avoir subi des fortunes diverses, suivant en cela la courbe du P.C.F., l'U.J.R.E. n'est plus la grande organisation qui comptait, en 1950, des milliers de membres et une jeunesse très active. Car la relève ne s'est pas faite. La majorité de ses éléments jeunes groupés dans « le mouvement des cadets » a disparu, balayé par le vieillissement prématuré, l'embourgeoisement ou découragé par la politique antisioniste de l'U.J.R.E. D'autres encore, devant la politique stérile du P.C.F. dans le cadre de la guerre d'Algérie, ont jugé plus sérieux de rejoindre les rangs des réseaux de soutien. Enfin, une partie de jeunes communistes juifs jugèrent inutile le maintien d'une organisation autonome juive et préférèrent rejoindre les rangs du P.C.F.

De plus, la sympathie ouverte de l'U.R.S.S. pour les pays arabes et les attaques perpétuelles contre l'Etat d'Israël augmentèrent encore la difficile position de l'U.J.R.E.

Des boucs émissaires

Après la disparition de Staline et le XX^e Congrès, de nombreux Juifs communistes pensaient que l'antisémitisme en U.R.S.S. disparaîtrait définitivement. Hélas ! la réalité fut différente. La politique difficile de l'U.R.S.S. dans le domaine agricole et certaines difficultés d'ordre commercial firent des Juifs des boucs émissaires tout désignés. Et les derniers procès économiques virent plus de 200 personnes condamnées à mort dont la moitié étaient Juifs. C'est dans ce contexte politique qu'apparut l'ouvrage antisémite ukrainien. Cette brochure, c'était « la goutte d'eau » et les dirigeants de l'U.J.R.E. modifièrent leur position. Il n'était plus possible de nier l'existence de l'antisémitisme en U.R.S.S. et l'éditorial de Vilner, malgré la prudence de sa rédaction, présente un événement dont nous ne pouvons encore mesurer la portée.

Quoi qu'il en soit, « l'affaire » est loin d'être classée. Si le P.C. de l'Union soviétique a condamné « Le Judaïsme sans fard », les « Izvestia », organe officiel du gouvernement soviétique, ont fait une mise au point à propos de l'affaire Kitchko qui est loin d'être une condamnation, mais une critique soulignant simplement « les faiblesses » de l'ouvrage :

« Mais la pensée qui inspire cette

brochure n'a rien d'anormal : le judaïsme, comme n'importe quelle autre religion, peut et doit être soumis à la critique scientifique. C'est ce que réalise notre propagande scientifique et populaire, qui dénonce les éléments réactionnaires de toutes les religions. »

Lorsque l'on connaît la violence antisémite de l'ouvrage où on relève des phrases du pur style hitlérien, exemple : « ...Le culte juif tout entier est la transposition du troc en langage religieux... » « ...Dans toutes ses pratiques, c'est l'argent qui importe le plus ; prime également le mépris du travail productif... », on peut se demander si les communistes juifs et non-juifs vont être satisfaits de la mise au point soviétique. L'antisémitisme n'est guère un produit exclusif à l'U.R.S.S. Mais comme le soulignait Vilner, « minimiser la chose nous semble désormais l'aggraver... ». Evtouchenko, après la publication de « Babi Yar », poème où il stigmatise les antisémites de l'U.R.S.S., exprima son opinion sur cette question :

« L'antisémitisme est un problème. On ne peut le nier, ni le passer sous silence... Nous ne pouvons marcher vers le communisme en portant une charge aussi lourde que la judéophobie. Ni le silence, ni la dénégation ne sont de mise... »

Après le XX^e Congrès, Khrouchchev s'attaqua à la lourde tâche d'humaniser le communisme élaboussé par Staline. Tant que l'antisémitisme survivra en U.R.S.S., cette sombre tache subsistera dans le monde soviétique, car à travers le juif c'est toujours « l'homme qui est visé dans sa généralité ».

Marcel Aizertin.

M.R.A.P. :

Trois grandes manifestations

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) organise trois grandes manifestations :

— le dimanche 26 avril à 20 h. 30. — Un gala exceptionnel au Théâtre National du Palais de Chaillot pour la « première » française de « Samson », un film sur le ghetto de Varsovie ;

— le dimanche 24 mai. — La 15^e Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, au Palais de l'U.N.E.S.C.O. ;

— les 29 et 30 juin. — Une exposition-vente d'œuvres d'art au musée Galliera : « Les artistes contre le racisme ».

LE CONGRÈS DU S.N.E.T.

Interview du Secrétaire général Louis ASTRE

QUESTION : Quelles ont été les principales revendications mises en avant par le Congrès ?

Le Congrès s'est préoccupé essentiellement de trois ordres de questions : problèmes corporatifs, problèmes pédagogiques et démocratisation de l'enseignement, défense de la démocratie.

1) Dans le domaine corporatif, nos camarades ont, d'une part, examiné les nombreux problèmes particuliers qui relèvent de la compétence de notre syndicat.

Ils ont, d'autre part, évoqué l'aggravation de nos conditions de travail et dit leur volonté d'obtenir dans ce domaine le retour à des règles normales. La « Commission Laurent » ne saurait aboutir à des résultats notables que dans la mesure où les pouvoirs publics seront convaincus de la volonté des maîtres d'utiliser tous les moyens de pression en leur pouvoir. Le S.N.E.T. est mandaté pour rechercher avec les autres syndicats du second degré les modalités d'action commune qui pourraient s'avérer efficaces.

Mais l'aggravation des conditions de travail est une des conséquences de la pénurie croissante des maîtres et une situation normale ne saurait être pleinement réalisée si le gouvernement ne s'attaque pas aux causes mêmes de la pénurie. C'est pourquoi le Congrès du S.N.E.T. a rappelé, comme l'année dernière, la nécessité impérieuse et urgente de procéder à une revalorisation de la fonction enseignante. Il a mandaté notre Commission administrative « pour obtenir dans les meilleurs délais l'établissement d'une plate-forme fédérale, l'organisation et la mise en œuvre, si possible à la prochaine rentrée scolaire, de l'action qu'exigent l'urgence et la gravité du problème ».

Le Congrès enfin a dénoncé la politique économique et sociale du gouvernement qui sacrifie l'intérêt de la jeunesse et la prospérité à venir de notre pays, la pseudo-planification au service du patronat, l'injustice fiscale, les manœuvres du gouvernement auquel les missions Massé et Toutée ont surtout permis de gagner du temps et de refuser les véritables discussions sur les rémunérations.

La défense des privilèges capitalistes

Nos camarades ont dénoncé le plan dit de « stabilisation », expression actuelle de la politique réactionnaire du gouvernement qui prétend que l'inflation résulte uniquement de l'augmentation de la consommation, qui réduit le pouvoir d'achat des travailleurs et bloque les salaires sans arrêter la hausse des prix, qui ne s'attaque pas aux véritables causes de l'inflation (déséquilibres structurels, accroissement des profits, augmentation constante des investissements improductifs : force de frappe, dépenses de prestige...) qui aboutissent ainsi à imposer aux travailleurs les sacrifices nécessaires à la défense des privilèges capitalistes.

Persuadé que les salariés ne sauraient espérer aucune amélioration sensible de leur condition s'ils n'imposent eux-mêmes leur volonté par des actions de masse, notre Congrès a souligné la nécessité de forcer le gouvernement à l'abandon du plan « de stabilisation ».

Tel est selon nous l'objectif premier pour les travailleurs et plus particulièrement pour ceux de l'Etat, fonctionnaires et salariés du secteur nationalisé. Notre mandat est précis : « Le Congrès considère qu'au moment où le problème des rémunérations des secteurs nationalisés et public est posé, le S.N.E.T. et la F.E.N. doivent, dès les prochaines semaines, poursuivre l'action qui a permis la réalisation du 6 novembre et du 18 mars. »

2) Dans le domaine pédagogique, notre Congrès avait, cette année, une double tâche.

Il avait d'abord à se prononcer sur les horaires et les programmes qui devront être appliqués dès la prochaine rentrée scolaire dans les lycées techniques. Ceux-ci, en effet, devront normalement recruter des élèves en classe de seconde technique pour les préparer en trois ans au brevet de technicien. L'administration avait préparé des projets. Le S.N.E.T., sol-

licité de donner son avis dans les conseils d'enseignement, a tenu à faire étudier cette question décisive par l'ensemble du personnel enseignant des lycées techniques au cours des mois derniers.

Le Congrès a présenté quelques remarques d'ordre général :

— dénoncé, compte tenu des conditions générales actuelles de l'enseignement, l'ambition et la prétention encyclopédique des programmes ;

— demandé que les horaires soient réduits. Mais à cette occasion, il a dénoncé ceux qui, y compris certains universitaires, préconisent une diminution des horaires comme moyen de résoudre la pénurie des maîtres ;

— demandé que soit réexaminés le contenu et les méthodes de l'enseignement donné dans les ateliers aux élèves techniciens ;

— souligné l'importance capitale de l'enseignement général, l'impérieuse nécessité d'une correcte maîtrise de la langue et des connaissances mathématiques de base pour les techniciens d'un monde moderne en rapide évolution scientifique et technique ;

— souligné enfin la nécessité d'inclure dans les sections de l'enseignement technique long et dans tous les enseignements de second degré, une initiation aux problèmes économiques, sociaux et juridiques, initiation indispensable à la formation et la culture de l'homme et du citoyen du XX^e siècle.

Une véritable démocratisation

Le Congrès a ensuite examiné la situation actuelle de l'enseignement technique dans la nation. Il a dénoncé les difficultés actuelles de notre enseignement, les menaces qui pèsent sur le recrutement de nos élèves en seconde technique du fait de l'absence d'une orientation véritable en 3^e, les menaces que font peser sur nos lycées les projets de certains doyens de facultés concernant la formation des techniciens supérieurs, les risques qui pèsent sur le développement de nos établissements du fait que notre enseignement est mal connu par nombre d'universitaires et d'administrateurs appelés aujourd'hui à décider en ce qui le concerne, la menace politique générale due au fait que le pouvoir tend à faire appel de plus en plus généralement à l'initiative privée pour assurer la formation professionnelle des garçons et des filles de notre pays et refuse à l'enseignement technique public les moyens en locaux et en maîtres qui lui sont nécessaires.

Le Congrès a souligné enfin que l'enseignement technique ne pourrait être à même de jouer correctement le rôle qui doit être le sien dans la nation tant que ne sera pas réalisée une véritable démocratisation de l'enseignement à tous les niveaux.

Rappelant la position du S.N.E.T. pour la réalisation des principes généraux du plan Langevin-Wallon, il a réclamé : l'organisation d'un premier cycle permettant l'observation et l'orientation des enfants et le plein épanouissement de leur personnalité, ce qui suppose :

— que l'enseignement élémentaire soit doté de moyens lui permettant de remplir sa mission ;

— que toute prédétermination soit abandonnée à l'entrée dans le cycle d'observation ;

— que disparaissent toutes les cloisons entre les différentes options dans des établissements polyvalents de premier cycle et qu'enfin tous les enseignements soient assurés par des maîtres qualifiés.

Au sujet des C.E.S., le Congrès a précisé qu'ils ne répondent pas aux critères ci-dessus définis d'une réforme démocratique ; il a dit ne pouvoir donner sa caution à la mise en place des C.E.S. tels qu'ils sont conçus par le pouvoir.

Quant aux collèges de second cycle court, notre Congrès a précisé que tous les enseignements du second degré devraient être, selon lui, de même durée et que, par conséquent, la distinction entre un enseignement court et un enseignement long devrait disparaître, la différence entre les enseignements ne devant concerner que la nature des études et leur spécialisation.

Enfin, rappelant qu'une véritable politique de démocratisation de l'en-

seignement nécessite un effort financier considérable, le S.N.E.T. a réclamé pour l'Education nationale une priorité absolue en matière budgétaire.

La démocratisation de l'enseignement nécessite en outre le retour à la laïcité de l'Ecole comme de l'Etat, et le S.N.E.T. a rappelé sa conviction que la seule issue réside dans la nationalisation du service public et laïque de l'Education nationale.

3) Sur le plan général, des libertés et de la démocratisation, après avoir dénoncé les atteintes multiples portées à l'Université, à la liberté de l'information, au droit de grève, aux organismes mutualistes, après avoir rappelé la nature du pouvoir actuel profondément hostile aux intérêts des travailleurs et dénoncé le glissement continu des institutions vers un régime où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du Président de la République, où les centres de décision sont aux mains des technocrates aux ordres du grand capital, le Congrès du S.N.E.T. se félicite de constater qu'en face d'un tel pouvoir, un nombre croissant de citoyens prend conscience de sa malaisance et aspire à l'avènement d'un régime démocratique.

QUESTION : Où en est l'unité avec le S.N.E.S. ?

Les choses ne sont pas allées aussi rapidement que certains auraient pu le souhaiter. La différence d'attitude entre nos deux syndicats au sujet de la grève des heures supplémentaires, engagée par le S.N.E.S. en octobre 1963 a ralenti et handicapé le travail des organismes communs créés par les Congrès du S.N.E.S. et du S.N.E.T. en 1963.

Mais en contrepartie cette différence d'attitude et les inconvénients manifestes qu'elle présente pour la défense des intérêts communs du personnel du second degré a provoqué, semble-t-il, une prise de conscience plus profonde et plus étendue de la nécessité de la fusion entre nos deux organisations.

QUESTION : Comment obtenir le rassemblement des forces de gauche face au régime ?

C'est là une question qui dépasse le domaine propre de compétence du S.N.E.T. Les forces de gauche sont diverses par leur nature. Les organisations syndicales ont d'autres objectifs que les organisations politiques. Une organisation syndicale unitaire comme le S.N.E.T. tient compte de ces données pour pouvoir agir efficacement en vue d'un renforcement du front démocratique. Celui-ci ne saurait être abstraitement défini dans ses structures ni ses modalités de constitution et d'action.

Le Congrès du S.N.E.T., constatant que des perspectives nouvelles se dessinent pour un changement profond dans la conduite des affaires nationales, et ne voulant cautionner aucune des positions « politiques » prises dans différents secteurs de la gauche, s'assignant pour but de renforcer le dialogue et l'indispensable coordination des efforts, a demandé : « Que le S.N.E.T. et la F.E.N. fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour favoriser un large regroupement des forces démocratiques syndicales et politiques et sur des objectifs et des moyens communs englobant nécessairement la réalisation du programme du comité national d'action laïque. »

OPERATION

SACS DE COUCHAGE

ASPA

SPORT SERVICE

MONTPARNASSE

6, Avenue du Maine - PARIS (15^e) - Tél. : LITré 19-39

COUVERTURE

cretonne imprimée
garantie lavable
Intérieur fibre
synthétique OUALAT
taille 180 x 75 env.

47 f.

Judi

9

Vendredi

10

Samedi

11

AVRIL

COUVERTURE

nylon français
Intérieur fibre
synthétique 1^{er} choix
ISOTHERME
taille 180 x 75 env.

58 f.

COUVERTURE

THIBET LUXE
Intérieur 800 grs
duvet oie
« ALTITUDE ASPA »
taille 180 x 75 env.

95 f.

COUVERTURE

KIMO MERAKLON
Tissu 100 % Méraklon
Impénétrable aux taches
Intérieur fibre
Méraklon 180x75 env.

115 f.

Expédition dans toute la France - contre remboursement

La diplomatie moderne... c'est aussi : quatre-vingts journalistes français de la Presse internationale qui ont déjeuné avec le gendre de Nikita KHROUCHTCHEV

L'association « France-U.R.S.S. », qui a invité en France M. Alexis Adjoubei, rédacteur en chef des Izvestia, a donné mardi 7 avril un déjeuner-débat pour les journalistes de la presse internationale à l'hôtel Lutetia. M. Adjoubei, qui revenait de visiter Nice, Grenoble et Saint-Etienne où il avait rencontré les autorités officielles et les représentants départementaux de l'association « France-U.R.S.S. », continuait, ce mardi à Paris, ses prises de contact avec l'opinion française.

L'association « France-U.R.S.S. », dont le but reste d'assurer le développement des liens amicaux entre la France et l'U.R.S.S., comporte, on le sait, en son sein des hommes venus d'horizons politiques et confessionnels différents qui mettent en commun leurs préoccupations de voir se développer les relations franco-soviétiques en dehors de toute conception idéologique. On sait que cette association groupe en sa direction des hommes d'opinions aussi différentes que MM. Schmittlein, Capitain, de l'U.N.R. ; M. le général Petit, progressiste ; M. Pierard et Mme Paris, communistes ; notre camarade Harris Puisais et MM. Pierre Bloch, André Blumel et Jacques Nantet, par exemple.

C'est dire que sous les auspices de l'association France-U.R.S.S. les propos tenus sont dégagés de tous les dogmatismes et que « l'ouverture » des débats permet une confrontation large et objective sur les relations franco-soviétiques. Ce déjeuner-débat devait en être le meilleur exemple.

Quatre-vingts journalistes de la presse internationale, représentant tous les quotidiens et hebdomadaires français, de l'Humanité à Candide, de Mme Geneviève Tabouis à M. François Billoux en passant par M. Debü-Bridel, de l'U.D.T., M. d'Astier de la Vigerie, de Libération, M. Soulier, de la Tribune de Saint-Etienne...

Nous résumons ci-dessous les diverses questions qui ont été posées, en signalant que toutes les personnes présentes à ce déjeuner-débat reconnaissent que M. Alexis Adjoubei y avait répondu avec autant de franchise et d'esprit et qu'il n'avait en rien déguisé sa pensée.

Politique extérieure gaulliste

Les questions qui lui furent posées ont été les suivantes :

— Que pensez-vous de la politique extérieure de de Gaulle ?

M. Adjoubei rappela que les relations entre l'U.R.S.S. et la France étaient normales, qu'il n'y avait entre les deux pays aucun problème territorial en litige, que l'U.R.S.S. avait été l'alliée de la France dans tout le déroulement de la guerre mondiale et que les échanges culturels et commerciaux allaient sans cesse se développant. Parlant de de Gaulle, il précisa que le gouvernement soviétique appréciait chez lui toute une série de propos réalistes sur la situation en Europe occidentale. « Nous lui sommes reconnaissants », précisa-t-il, d'avoir le premier accepté la délimitation des frontières de l'Oder-Neisse et nous sommes plus près de l'optique qu'il a sur le problème de Chypre que des solutions proposées par la Grande-Bretagne et les U.S.A. De la même manière, nous considérons que la reconnaissance de la Chine est la marque d'une politique réaliste.

Il se peut que le voyage du général de Gaulle au Mexique ait chagriné quelqu'un, mais ce ne peut, en aucun cas, être nous. Nos relations d'Etat à Etat nous portent à comprendre et à ne jamais critiquer les actes politiques qui tendent à assurer la grandeur de la France et notre attitude sur ces faits objectifs ne nous empêche pas de conserver notre sympathie personnelle au parti communiste français dont nous partageons les déclarations politiques. Mais l'état d'esprit dans lequel je parle aujourd'hui, grâce à l'association France-U.R.S.S., doit être compris par tout le monde y compris par les communistes français. »

La question religieuse et juive en U.R.S.S.

La majeure partie du débat devait porter sur ces questions et la plus pertinente fut celle posée par M. Villner, dont on sait qu'il s'est le premier élevé, en France, contre la parution d'un pamphlet antisémite en République soviétique d'Ukraine.

Le débat fut mené par les journalistes catholiques : M. Roussel, de La Croix ; M. l'abbé Boulier ; M. Jacques Nantet. Plus longuement qu'il ne l'avait fait jusqu'à ce jour, M. Adjoubei leur répondit : « Les relations entre l'Etat et la religion en U.R.S.S. ont subi deux phases bien distinctes. Après la révolution d'octobre, l'Eglise a été séparée de l'Etat. Toute son action fut donc de combattre ce dernier et elle participa, qu'elle soit chrétienne ou musulmane, à la guerre civile, à 100 p. 100, par l'engagement de la hiérarchie, elle épousa la cause des Russes blancs, et les prêtres, dit M. Adjoubei, remplacèrent leur croix par les canons et les fusils. Cela, nous ne pouvons pas l'oublier en U.R.S.S. Le gouvernement soviétique dut donc, après s'être débarrassé de ses ennemis aristocratiques, s'opposer à ses ennemis de la religion.

Avant la dernière guerre mondiale, il s'est trouvé dans l'Eglise elle-même des forces qui ont compris que le temps des guerres entreprises entre l'Eglise et l'Etat était révolu, et l'Eglise se consacra alors à la tâche qui lui était plus proprement désignée : celle des âmes. L'Etat soviétique et les autorités apprécieraient cette position. Il est un fait que pendant la dernière guerre l'Eglise a fait lutter pour la défense de la Russie. Il y eut donc, en 1945, un concile et l'Eglise orthodoxe se vit reconnaître son autonomie. Mais notre Constitution et notre morale sont basées sur l'athéisme. Ce sont donc des lois particulières qui ont régi et qui régissent encore les relations entre l'Eglise et l'Etat et un Comité d'Etat pour les affaires religieuses est chargé de défendre les droits de l'Eglise devant l'Etat soviétique.

Mon journal même, dit M. Adjoubei, informe souvent le public des problèmes religieux et porte à la connaissance de ses six millions de lecteurs les visites d'autorités religieuses et les décisions de toutes les Eglises existant en U.R.S.S.

Il est certainement vrai que, au sein de l'Eglise même, certains de ses ministres ne s'occupent pas toujours des problèmes du salut, mais ont tendance à vouloir se préoccuper des problèmes de l'Etat et les siècles d'histoire ont montré que, sur tous les continents, il existait dans les Eglises des groupes d'hommes qui ne voulaient pas admettre que puisse s'installer un régime social différent de celui dans lequel ils vivent.

En ce qui concerne la « soi-disant » question juive — et M. Adjoubei insiste beaucoup sur ce qualificatif — nous avons eu droit à quelques révélations concernant l'entrevue qu'il a eue avec le pape Jean XXIII. Cette conversation, nous dit-il, fut intéressante et Jean XXIII, comprenant que la position double de l'Eglise devait prendre fin, favorisa à Cuba, par exemple, le maintien de l'Eglise catholique.

A tel point, du reste, que le pape Jean XXIII lui-même, aux pires moments de la crise des Caraïbes, envoya au président Dorticos des médailles frappées à l'effigie papale. C'est du reste à cette époque que parut l'Encyclique ; c'est là un fait extrêmement important qui nous permet de bien augurer des futures relations entre l'Eglise et les pays d'inspiration socialiste.

Certes, nous considérons que la publication du livre : *Le Judaïsme sans farde* est regrettable. De plus, ce livre est mal fait. C'est un ouvrage qui, chez nous, n'a attiré l'attention de personne, non pas parce que nous refusons de voir les problèmes qu'il pose, mais parce que sa parution est restée seulement dans le cadre local. Nous avons été indignés lorsque nous l'avons appris et la commission idéo-



(Photo Agip.)

Adjoubei : un langage direct et net

logique du Comité central l'a condamné. Mon propre journal a lui-même fait une déclaration en ce sens. Mais l'intérêt d'une certaine presse occidentale, le fait que le brochure que vous pouvez avoir entre les mains ait été éditée aux U.S.A. prouve que certains ont intérêt à gonfler artificiellement cette question dont nous persistons à dire qu'elle ne peut exister dans le cadre du socialisme. »

Armement atomique

— Question posée par Mme Geneviève Tabouis : « Avez-vous l'espoir de pouvoir empêcher l'Allemagne d'avoir un jour des bombes atomiques ? »

La réponse de M. Adjoubei fut courte et spirituelle : « Oui, madame, mais avec les Français. »

Le désarmement idéologique

Répondant à M. d'Astier de la Vigerie, M. Adjoubei fut ferme sur le principe de la continuation de la lutte idéologique. « Il ne peut y avoir pour nous de désarmement idéologique dans la mesure où les idées peuvent continuer à s'exprimer, essayant de s'imposer par leurs vertus et leurs exemples à celles des pays qui ne pensent pas comme nous. En U.R.S.S., le droit de croire ne met pas le citoyen dans une catégorie spéciale et personne ne demande à son voisin à quelle religion il appartient. Nous affirmons, du reste, que si nous n'opprimons en aucun cas les spiritualistes, il n'en est toujours pas de même pour certains bellicistes religieux, en particulier lorsque le cardinal Spellman souhaite que « l'U.R.S.S. soit détruite par la bombe à hydrogène ».

Ce qui compte, en résumé, ce sont les relations entre Etats et si des différences idéologiques peuvent apparaître dans la manière dont ces Etats sont constitués, il importe surtout que ces heurts idéologiques ne se transposent pas en conflits armés et, s'il doit y avoir opposition entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., il vaut cent fois mieux qu'elle se déroule avec des armes idéologiques qu'avec des armes de combat.

Nos amis chinois, dit-il, ont tort de croire que le socialisme peut s'exporter à la pointe des baïonnettes. C'est peut-être là que réside le fond de notre débat avec la République chi-

Les relations sino-soviétiques

M. Robert Guillain, du Monde, demanda s'il apparaissait possible que puisse se raffermir les liens sino-soviétiques.

M. Adjoubei fit à cette question une réponse prudente. Ne pouvant, bien entendu, préjuger des décisions que le Comité central du parti communiste prendra en la matière, il rappela que ce débat devait être réglé par l'ensemble des partis communistes. Le parti soviétique s'efforçant, par tous les moyens, de maintenir l'unité du monde communiste sur une base qui ne doit, en aucun cas, méconnaître les principes marxistes-léninistes de la coexistence pacifique entre les peuples.

Reconnaissons que, sur ce point, l'orthodoxie et la prudence du rédacteur en chef des Izvestia ont laissé ses auditeurs sur leur faim, mais comprenons également qu'il lui était difficile d'en dire plus.

Aide générale aux pays sous-développés

Retenons, néanmoins, qu'à une question qui lui était posée par M. Rossner, rédacteur en chef des Echos, il donna une réponse très précise sur la participation que l'U.R.S.S. pourrait accorder à une aide internationale aux pays sous-développés. « Nous ne sommes pas opposés, dit-il, à l'union des forces pour que des contacts internationaux et des aides internationales soient définis. Nous l'avons montré avec l'U.N.E.S.C.O. Mais nous n'entendons pas donner notre assistance à des pays, qui se verraient également soutenus pour des raisons bien différentes de celles de nos principes. Je ne pense pas, en effet, qu'une aide internationale apportée au Congo eût été autre chose qu'un appui indirect à la permanence d'intérêts capitalistes internationaux.

Mais il n'y a pas de portes fermées à la recherche d'une solution. Nous sommes l'un des rares pays à n'avoir jamais rien pris aux pays qui, en Afrique particulièrement, gagnent chaque jour leur indépendance. Cecl n'a certainement pas été l'attitude de bien d'autres pays. Que ceux-ci, d'abord, restituent à ceux-là ce qu'ils leur ont pris. Après, alors, ce sera certainement plus facile de marcher ensemble. »

Une réflexion intéressante de M. Adjoubei nous semble également bonne à noter. C'est celle qu'il fit lorsque, parlant des Chinois, il précisa que la logique de leur lutte amène les Chinois à une acceptation de l'aggravation de la situation entre les Etats, mais « le débat entre la Chine et l'U.R.S.S. est un débat entre deux Etats socialistes que nous aurons à régler en commun. »

Voici, résumées, en une forme que nous prions nos lecteurs d'excuser, les déclarations faites par le gendre du président Khrouchtchev. Nous avons tenu à leur garder l'esprit et le style direct et nous concevons fort bien tout ce que cela peut avoir de gênant quant à la lecture de cet article.

Retenons, en conclusion, qu'une telle conversation n'aurait pu avoir lieu il y a quelques années et que les représentants officiels de l'U.R.S.S. étaient, en cette période, des voyageurs muets et souvent invisibles, n'acceptant de converser qu'avec les seuls membres du parti communiste. C'est un fait positif que, désormais, les représentants de l'U.R.S.S. acceptent, non seulement de prendre contact mais également de discuter en toute franchise avec les représentants de la presse. C'est par une telle manifestation que nous comprenons et apprécions l'évolution des esprits en U.R.S.S. C'est ainsi que nous comprenons les mobiles qui peuvent animer les dirigeants de ce grand pays lorsqu'ils réagissent à l'étranger avec pudeur et sincérité devant les grands problèmes de l'heure. Nous souhaitons que l'initiative de l'association France-U.R.S.S. puisse continuer à se développer et que chaque visite de personnalité soviétique donne lieu à une telle confrontation.

BRESIL :

le dessous

des cartes...



(Photo Tribune)

Goulart a succombé pour s'être attaqué aux mêmes problèmes que son prédécesseur, Quadros...

LE Brésil, découvert par l'amiral portugais Cabral en 1500, fut d'abord une colonie portugaise. Jusqu'en 1822, où il accéda à l'indépendance politique, car, économiquement, ce fut l'Angleterre qui prit la relève du Portugal. Une escadre britannique stationnait en permanence sur les côtes brésiliennes et des juges anglais siégeaient dans tous les ports. Le commerce monopolisé par les Portugais le fut par les Anglais. Jusqu'à la proclamation de la République en 1888 : les Américains alors apparurent. A la suite de la première guerre mondiale, la question était tranchée et la suprématie yankee incontestable : en 1928, c'était l'American Bank-Note Company qui imprimait à Rio de Janeiro les billets de banque brésiliens.

Aujourd'hui ?

Les capitaux américains contrôlent au Brésil :

- 50 p. 100 de la production de fer et de laminés ;
- 50 p. 100 de l'industrie de la viande ;
- 56 p. 100 de l'industrie textile ;
- 72 p. 100 de la production d'électricité (barrages et centrales) ;
- 80 p. 100 de la production d'acier ;
- 80 p. 100 de la production de cigarettes ;
- 80 à 85 p. 100 de la production pharmaceutique ;
- 90 p. 100 de l'industrie automobile, et 100 p. 100 de la distribution des pétroles et de l'essence.

A ces quelques chiffres épars, donnés simplement à titre d'indication, deux précisions livrées par les officieuses « Banna Informa » de Sao Paulo donneront toute leur signification :

— Vingt compagnies au Brésil disposent d'un capital supérieur à 10 milliards : douze sont des filiales américaines, six sont des organismes d'Etat et deux seulement appartiennent à des Brésiliens ;

— Des dix plus grandes banques opérant au Brésil, neuf sont des filiales américaines (ajoutons que la dixième est dirigée par M. Magalães Pinto, gouverneur de l'Etat du Minas qui a donné le signal du soulèvement contre le président Goulart).

Enfin, pour en terminer avec la présence américaine, j'emprunte à Andrew Gunther Frank, économiste diplômé de l'Université de Chicago et chercheur attaché à l'Institut de Technologie du Massachusetts :

— Entre 1947 et 1960, écrit A. G. Frank, il est entré au Brésil en provenance des U.S.A. 1 milliard 814 millions de dollars en investissements nouveaux et prêts.

— Pendant la même période, il est sorti du Brésil en direction des U.S.A. 2 milliards 459 millions de dollars en retour de bénéfices et intérêts, auxquels il convient d'ajouter, précise A. G. Frank, 1 milliard 22 millions de dollars, portés en « services » et qui correspondent en fait à des re-

tours clandestins. Soit au total 3 milliards 481 millions de dollars, presque le double.

Ainsi, chaque fois qu'un dollar vient des U.S.A. s'investir au Brésil, le Brésil se vide de deux dollars, repartant aux U.S.A. Le Brésil demeure la meilleure affaire possible aux Etats-Unis.

De cette hémorragie, découlent une inflation galopante, un abaissement du niveau de vie, une dévaluation accélérée du cruzeiro, la monnaie nationale : en janvier 1963, pour obtenir 1 dollar, il convenait de présenter 600 cruzeiros ; en janvier 1964, 1.400 cruzeiros étaient nécessaires.

Le Président Goulart eut le tort d'annoncer un décret et finalement de le promouvoir, qui limitait à 10 p. 100 du capital les exportations de bénéfices à l'étranger. Pour tout dollar venu des U.S.A., il ne repartirait que 10 cents... au lieu de 200.

C'était insupportable ! On le lui fit bien voir !

Après les premiers colons portugais, vint la canne à sucre, qui engendra la grande propriété latifundiaire, la traite des Noirs et l'esclavage, une classe de hobereaux tout puissants. Cette féodalité est toujours en place. Elle règne en despote absolu sur une population d'analphabètes taillables et corvéables à merci. Elle fabrique les élections à sa guise, entretient des tueurs, tient l'administration et se sert des fonds publics pour ses besoins propres en refusant, sans avoir même besoin d'élever la voix, de payer un quelconque impôt. Essentiellement exportateurs, ces seigneurs du Moyen Age, possesseurs de territoires entiers, de propriétés — comme j'en ai visité — de 15, 20, 30 ou 40.000 hectares, délivrent couramment des salaires de 30 à 50 francs par mois et ne cultivent qu'une faible partie de leurs terres. C'est suffisant pour accumuler des millions dans les banques suisses ou nord-américaines, passer dix mois de l'année à Copacabana, en Floride ou sur la Côte d'Azur. Ou prendre l'avion, comme je l'ai vu à Recife, pour s'aller acheter un corsage à New York.

Précision statistique : 2 p. 100 des terres sont cultivées au Brésil.

En face, 50 millions de Brésiliens crevant littéralement de faim (la moyenne de vie dans la région de Recife est de 33 ans ; ensuite, ils s'éteignent comme des lampes sans huile. Et, à l'autre pôle, 5 p. 100 de la population seulement atteint 60 ans), dans l'impossibilité de cultiver les terres monopolisées par les latifundiaires ou s'échinant pour une poignée de manioc (j'ai rencontré sur une route des environs de Recife un paysan qui, en échange d'un hectare concédé par son propriétaire, lui donnait quatre jours de travail gratuit par semaine), condamnés à la mort par inanition.

Les plus valides, les plus jeunes fuient vers les villes, s'entassent dans les bidonvilles, les « favellas » de Rio, et attendent désespérément un peu de travail. Sur 3 millions d'habitants à Rio de Janeiro, le fief de M. Lacerda, 1 million sont de ces condamnés à la faim... et à la soif. Car point d'eau dans les favellas : 42 gosses y sont morts, cette semaine où je les parcourais, déshydratés.

Le Président Goulart voulait une réforme agraire. Non point radicale, engendrant des kolkhozes, mais du type de celles réalisées au Japon par Mac Arthur à la fin de la deuxième guerre mondiale, ou en Italie quelques années plus tard. Une indemnisation pour les latifundiaires ; et les terres inutilisées cédées, avec des crédits gouvernementaux, à des petits propriétaires individuels.

Le Parlement où dominent les latifundiaires s'y opposa. Joao Goulart voulut passer outre, annonça que, par décret, il exproprierait en bordure des routes nationales les terres non cultivées sur dix kilomètres de profondeur.

C'était insupportable ! On le lui fit bien voir !

Le Président Vargas, en 1954, pour avoir voulu réduire l'exportation des bénéfices étrangers et nationaliser la recherche et l'extraction du pétrole, élever le niveau de vie et s'attaquer aux latifundiaires, fut acculé au suicide. Un homme dirigeait la coalition : Carlos Lacerda.

Le Président Quadros, en 1961, pour les mêmes raisons, est obligé de démissionner après quelques mois de gouvernement. Un homme dirigeait la coalition qui le chassa : Carlos Lacerda.

Le Président Goulart vient de succomber pour s'être attaqué aux mêmes problèmes, et sous les coups du même homme : Carlos Lacerda, chef de l'union sacrée des latifundiaires et des filiales nord-américaines. L'homme qui salua l'arrivée de Bidault au Brésil.

Autre constante : dans les trois cas, l'attitude des généraux fut décisive.

Faudrait-il en conclure que l'union concrétisée en la personne de Carlos Lacerda a définitivement gagné ?

Ce serait vite enterrer la gauche brésilienne qui avait réussi à s'assembler depuis quelques semaines en un Front national et n'a pu être décapitée en quelques heures que par le refus de Joao Goulart, arguant de la démocratie, de faire arrêter Carlos Lacerda dont les provocations accumulées allaient jusqu'aux injures personnelles ; par le refus d'incarcérer des généraux comploteurs, en arguant de la nécessité de respecter l'unité de l'armée.

Il demeure les 400.000 paysans sans terre, organisés en deux années dans les Lignes paysannes, il demeure les syndicats puissants de Rio et de Sao Paulo, il demeure les organisations estudiantines... et le grand souffle qui a traversé le Brésil.

Les problèmes demeurent, aigus, brûlants.

Et le télégramme de félicitations, hâtif, du Président Johnson ne résoud rien.

Les vainqueurs provisoires, déjà, se déchirent entre eux... un coup d'Etat n'a jamais fait l'économie d'une révolution. A refuser de se couper un doigt, on finit toujours par perdre la tête : l'Histoire le prouve avec éloquence.

Jacques Nassau.

L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE

Trois projets de réforme soumis au gouvernement

ELLE est née d'un décret-loi du 12 novembre 1938. Elle fut confirmée sous l'appellation « d'allocation de la mère au foyer » par un nouveau décret du 29 juillet 1939. Elle fut ensuite transformée en « allocation de salaire unique » par la loi du 29 mars 1941. A la Libération, la loi du 22 août 1946, fixant le régime des prestations familiales, confirma cette allocation dite de salaire unique.

Or, depuis dix années, il est à constater l'amoindrissement de la valeur de ladite allocation, tant du point de vue de son étendue (elle fut depuis supprimée à la mère d'enfant unique âgé de plus de cinq ans) que du point de vue de son montant. En effet, la base de calcul du salaire unique n'a jamais varié, ne suivant même pas l'évolution du taux des allocations familiales. L'allocation de salaire unique, calculée à l'origine sur la base mensuelle des allocations familiales, l'est aujourd'hui sur 194,50, alors que les allocations familiales le sont sur 264,50 depuis le 1^{er} août 1963.

Le gouvernement se propose d'apporter des réformes profondes à cette prestation et, en vue d'une telle décision, il a demandé aux organismes intéressés : Union nationale des Associations familiales et Union nationale des caisses d'allocations familiales, de faire connaître leurs points de vue. Ces organismes étudient trois projets de réforme, qui seront sans doute soumis au gouvernement.

Le premier projet s'inspire de l'idée première à partir de laquelle fut créée cette allocation et s'appuie sur la thèse de la non-activité professionnelle de la mère. Il en fait une condition absolue, mettant en exergue le rôle important de la mère et des tâches ménagères. L'allocation serait attribuée à toutes les mères restant au foyer, quel que soit le montant des ressources familiales. Ce projet, d'esprit traditionaliste, accordant une allocation à toutes les mères présentes au foyer, apparaît, sans conteste, comme un projet d'esprit nataliste et apparemment dépassé.

Le second projet tend à une augmentation du taux de l'allocation avec une discrimination des allocataires. En fondant d'abord cette discrimination sur le taux des ressources de la famille, même si la mère reste au foyer. En le fondant ensuite sur l'âge des enfants. Partant du principe que, pour des enfants d'âge scolaire, la présence de la mère au foyer perd une partie de son opportunité, l'allocation serait ou supprimée ou réduite, selon que la mère pourrait exercer une activité professionnelle. Toutefois, des aménagements seraient apportés pour les mères de famille ayant eu au moins trois enfants, les années de présence au foyer les ayant tenues éloignées d'une activité professionnelle.

Ce projet marque un progrès dans son esprit même. Il perd en partie la marque « nataliste », il débouche sur des horizons plus vastes que le précédent. Néanmoins, le troisième projet nous semble le plus complet, le plus évolué et adapté dans son esprit et dans sa forme d'application. Il est présenté par la Confédération syndicale des familles. Il mérite, par son originalité, une étude plus détaillée. Il fut présenté, lors de l'assemblée générale de l'U.N.A.F., par Louis Alvergnat, secrétaire général de la Confédération syndicale des familles. Louis Alvergnat présenta également ce projet lors d'une émission de la R.T.F., sur France-Inter, le 23 décembre dernier.

S'il part de la notion des besoins vitaux de la famille, ce projet se fonde

plus encore sur les droits de la mère de famille qui peuvent se résumer en cette phrase : Réaliser sa fonction sociale de femme et de mère dans la société contemporaine. Or, quelles sont les réalités de la société actuelle en fonction de la femme, de la mère ? Plus que jamais, la femme acquiert, dans tous les domaines, la place qui lui revient. Sur tous les plans, la femme s'intègre à la société. L'on peut dire que la femme a besoin de la société, que la société a besoin de la femme. Le mouvement est maintenant irréversible.

Une évolution qui s'amplifiera

La jeune fille s'ouvre maintenant, comme les garçons, à la culture. Elle accède aux mêmes études secondaires, techniques et supérieures. Elle désire, à juste titre, faire fructifier cette culture par le choix d'une profession. Et la jeune femme mariée sans abdiquer pour autant ses nobles fonctions de mère, désire dépasser le cadre du foyer et réaliser en même temps une fonction professionnelle et sociale.

La femme, comme tout homme d'ailleurs, ne peut être limitée à une fonction de production. L'homme « se réalise » dans tous les plans de sa vie, la femme doit pouvoir s'exprimer de la même manière. Comme l'homme, la femme doit s'ouvrir à la « polyvalence » de fonctions.

La société, loin de s'étonner de cet état de choses, doit faciliter à la femme la recherche de cet équilibre harmonieux.

Des besoins nouveaux

D'autre part, le monde moderne crée, pour la famille, des besoins nouveaux et la mère peut désirer pour les siens un plus haut standing de vie permettant des moyens de confort : logement, équipement ménager, télévision, voiture, loisirs, vacances, en même temps qu'un accès, pour ses enfants, à un niveau de culture toujours plus poussé. Tout cela en vue d'un mieux-être de la famille, en vue d'un plus grand bonheur.

En fonction de ce qui précède, la mère, tout en sauvegardant les droits de l'enfant en matière de soins et d'éducation, doit pouvoir faire librement un choix entre la présence continue au foyer et le plan de sa profession. Cette option pourrait varier selon les périodes et ferait disparaître ce caractère absolu et formaliste trop souvent attaché à la notion de « mère au foyer ». Nul n'a le droit de contraindre la mère à un certain cadre, à des limites étroites, si elle ne le désire pas ! Il est des périodes de la vie où la femme désirera travailler, d'autres où elle souhaitera assumer à plein temps son rôle de mère auprès des enfants en bas âge ou d'enfants malades. Cela variera aussi suivant le nombre d'enfants.

Ces données ne peuvent s'opposer radicalement. On ne peut contraindre les mères de famille à prendre, une fois pour toutes, l'une ou l'autre option. On ne peut enfermer la mère dans des choix dogmatiques ou artificiels, étant en contradiction avec sa vocation réelle.

Une législation intelligente

Afin de garantir la liberté de choix, il faut que la législation du Travail et sociale respecte ces différentes valeurs. La législation, tout en sauve-



(Photo A.D.P.)

Assumer à plein temps son rôle de mère...

gardant le droit à la vie, doit être suffisamment souple pour permettre à la femme de réaliser sa double mission de femme et de mère. La mère au foyer et le travail professionnel de la femme ne peuvent plus être mis en opposition et être présentés comme des dogmes absolus et intangibles, mais comme des états successifs, accessibles à toutes les femmes à un moment ou à un autre de leur existence.

En conséquence, le projet consiste en un « salaire social » (et non plus une allocation) calculé en fonction du quotient familial des ressources :

- à un premier niveau de quotient (le plus bas) interviendrait un salaire social, représentant l'équivalent d'un salaire réel ;
- à un deuxième niveau de quotient (moyen) interviendrait un salaire social d'appoint ;
- à un niveau supérieur de quotient, le salaire social n'existerait pas.

Dans l'établissement du quotient, toutes les ressources seraient incluses, y compris le salaire de la mère qui travaille. Lorsque la femme ne travaille pas, le quotient serait plus faible, cette formule ne lèserait pas les femmes qui désirent rester au foyer. La norme doctrinale de la « mère au foyer » est remplacée ici par la norme mathématique, écartant du même coup toute contrainte idéologique. Du même coup aussi, le choix sera vraiment libre, surtout pour les familles de condition modeste, auxquelles le travail de la mère est souvent imposé.

Le salaire social à la mère devrait être souple dans son attribution, permettant à la mère, à tout moment, selon la situation familiale, enfants en bas âge ou malades, de cesser ou de reprendre le travail professionnel et ainsi de faire face à ses obligations familiales, sans que cela entraîne une grave modification du standing de vie familiale.

Isabelle Verhaeghe.

A tous ceux qui veulent aider le P.S.U.

De l'avis général, notre Congrès de la Grange-aux-Belles a permis un nouveau départ du P.S.U. Des bonnes nouvelles nous arrivent quotidiennement de la plupart de nos fédérations. Nos appels pour l'unité et le renouveau de la gauche recueillent de nombreuses approbations.

L'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant. Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard Depreux,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean Arthuys,
Trésorier national,
81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)
C.C.P. P.S.U. 14.020.44 Paris

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1964 à Jean Arthuys, trésorier national, la somme de F à titre de cotisation volontaire.

Nom Prénoms

Adresse :

Signature :

L'U.N.R. avoue :

Il faut politiser les H.L.M.

« MAZIOU met la main sur les H.L.M. », écrivions-nous la semaine dernière. Quelques jours ont suffi à apporter une nouvelle moisson de faits venant le confirmer.

A Toulouse, Strasbourg, Marseille, Vitry (ce n'est sans doute qu'un début) les nominations préfectorales d'administrateurs d'H.L.M. ont vu, comme à Paris et dans la Seine, le pouvoir gaulliste caser ses hommes ; il vient d'ailleurs d'avouer sa volonté d'anschluss dans une circulaire du secrétaire de la Fédération U.N.R. de la Seine, le député Kaspereit. L'affaire est donc on ne peut plus claire.

A Toulouse, les six délégués du préfet ont bloqué leurs voix sur le nom de l'un des leurs, soutenu par un des deux « neutres » du nouveau Conseil d'administration (représentants de la Caisse d'Allocations familiales et de la Caisse d'Epargne). De sorte que le sénateur S.F.I.O. Méric a été éliminé de la présidence qui lui avait donné l'occasion, récemment, d'une violente polémique avec Maziou.

A Strasbourg, le président sortant (ainsi qu'un sénateur M.R.P.) a également été éliminé. C'était, cette fois, un indépendant (M. Jessel) qui a été chassé de ses fonctions sur ordre direct de Frey, parce qu'il avait préconisé le « non » au dernier referendum. A sa place, le préfet espère faire élire le secrétaire départemental de l'U.N.R., Baillard, qu'il vient de nommer au Conseil d'administration.

A Marseille, la liste complète du nouveau Conseil n'est pas encore connue, mais le préfet a déjà choisi plusieurs U.N.R. pour y remplacer des sortants.

A Vitry (Seine), le préfet a désigné plusieurs U.N.R., dont trois avaient même figuré sur la liste du parti gaulliste aux dernières élections municipales...

Quand on pense que Maziou avait l'impudence d'expliquer la réforme des Conseils d'administration par le souci de « dépolitiser »

Kaspereit vend la mèche

La mèche a d'ailleurs été vendue la semaine dernière par le secrétaire départemental de l'U.N.R. dans la Seine, le député Kaspereit. Celui-ci a confirmé au « Monde » l'authenticité d'une circulaire « confidentielle » (et pour cause !) dans laquelle il écrivait à ses militants :

« Il y a dans le département de la Seine cinquante-quatre offices communaux ; je viens donc vous demander de me faire parvenir les noms et qualités des personnes que vous aimeriez voir éventuellement désignées. Je sais que certains d'entre vous sont déjà intervenus directement auprès du préfet. Ils ont raison, mais je leur demande de me faire connaître les noms de ceux pour lesquels ils sont intervenus, afin que la Fédération de la Seine puisse centraliser l'ensemble d'une action conjointe devant nous permettre d'aboutir à de meilleurs résultats.

« J'insiste sur le fait qu'il ne serait pas bon d'avoir à l'esprit seulement une idée de politisation ; il est préférable que les personnes que nous proposerons, plutôt que d'être connues pour des militants très actifs de l'U.N.R. - U.D.T., soient des personnes apparemment neutres, à condition que nous sachions que ce sont des fidèles sympathisants et qu'ils soient dans le même temps représentatifs. »

On ne peut s'exprimer plus franchement : le but est de politiser (dans le sens U.N.R.) les H.L.M., mais de le faire de façon cachée (par des « personnes apparemment neutres », dont la fidélité soit à toute épreuve).

On attend avec intérêt ce que dira Maziou sur la « dépolitisation » des offices, après le démenti singlant de son « compagnon » Kaspereit.

M. R.

La préparation du V^e Plan

Un seul syndicaliste sur 52 présidents

LE V^e Plan se prépare. Avant même que le commissaire général Massé ait adressé son rapport préparatoire au gouvernement, on vient d'apprendre que le taux de croissance qui sera retenu pour les prochaines années sera probablement de 5 p. cent par an (au lieu de 5,5 p. cent dans le IV^e Plan).

« Les prévisions en cours d'élaboration pour le V^e Plan » écrit en effet l'ancien ministre Jeanneney, dans le volumineux rapport qu'il vient de publier sur l'aide aux pays sous-développés, retiennent une croissance globale de 5 p. cent par an du produit national brut, ce qui conduira, si ce taux ambigüeux peut être atteint, à un dou-

blement de ce produit entre 1961 et 1975. »

La préparation matérielle du Plan se précise également. Une note de Pompidou vient de donner la liste des présidents et rapporteurs des 30 commissions spécialisées qui seront chargées de l'élaboration détaillée du V^e Plan. Sur les 52 nominations (il n'y a encore que 26 commissions pourvues de titulaires), on ne compte qu'un seul — oui un seul — syndicaliste. Encore s'agit-il du secrétaire général des cadres, Gilbert Nasse, nommé président de la commission de la... productivité !

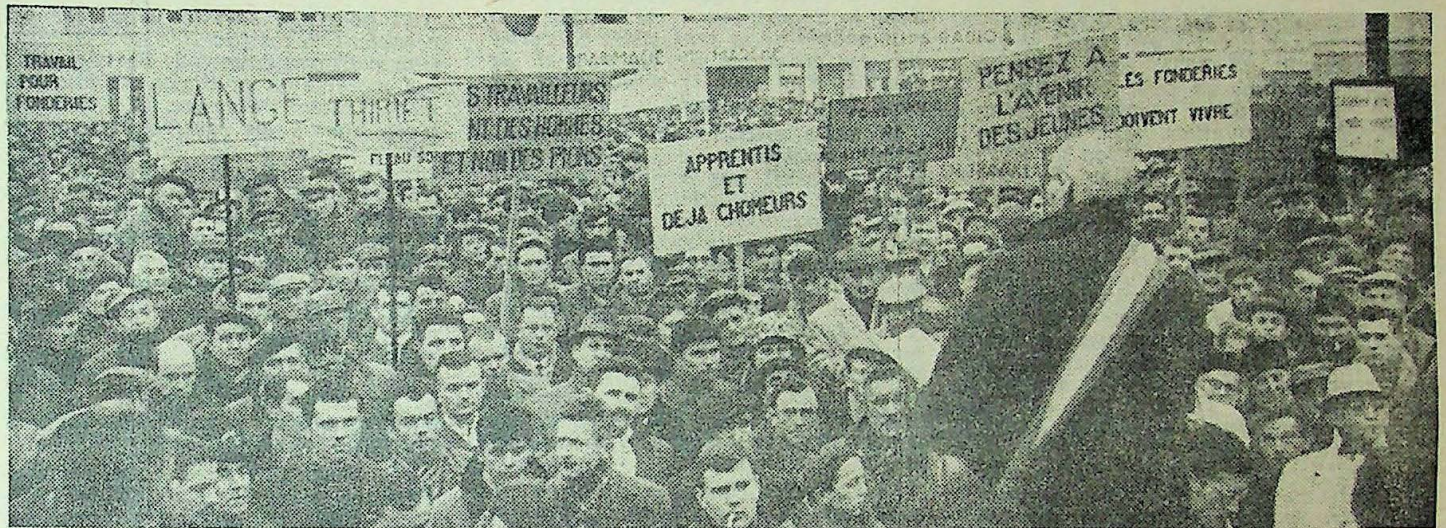
Un poste sur 52, cela fait moins de 2 p. cent. Les cadres et les salariés petits et moyens constituent pourtant 65 p. cent de la popula-

tion active. Sans doute le nombre des syndicalistes dans les commissions et les groupes de travail du V^e Plan va-t-il être doublé, passant de 8 p. cent à 15 p. cent des effectifs de ces commissions et groupes. Mais on est encore loin de compte.

Il n'y a d'ailleurs pas à attendre du capitalisme gaulliste qu'il instaure la planification démocratique. C'est aux forces de gauche — syndicales et politiques — à la promouvoir, et, en précisant ce que pourraient être ses objectifs pour la durée du futur Plan (1966-1970), à faciliter la prise de conscience des travailleurs sur le bien-être dont les frustre le Plan gaulliste.

M. R.

SAINT-NAZAIRE : Le mécontentement persiste



(Photo A.D.P.)

Une ville neuve doit pouvoir faire vivre décemment ses habitants.

LE gouvernement, inquiet des mouvements unis à Saint-Nazaire, essaie d'endormir l'opinion du pays par de belles promesses, mais les Nazairiens préféreraient des actes, telles la réouverture des « Fonderies » ou la remise en question des licenciements aux « Chantiers ».

De plus, il est tenté actuellement d'intimider les syndicalistes. En effet, deux responsables syndicalistes, Piconnier pour la C.G.T. et Mornet pour la C.F.T.C., ont été convoqués par le commissaire de police pour interrogatoires, deux indicateurs des renseignements généraux les accusant d'avoir insulté le chef de l'Etat, ce qui reste encore à démontrer. Pour ma part bien qu'ayant assisté aux meetings nombreux depuis quelque temps je n'ai pas entendu ces insultes. Ce qui est vrai, c'est que tous les responsables syndicaux, approuvés par la population, ont critiqué la politique de notre Président-Général et de son gouvernement à la solde de la grande finance, politique néfaste aux travailleurs. Il est également certain que notre très estimé Général-Président recevrait un accueil beaucoup moins enthousiaste ici qu'au Mexique et que nos travailleurs préféreraient l'entendre parler français ou même breton qu'espagnol et aimeraient bénéficier eux aussi de sa générosité !

Car pour l'instant il leur faut se serrer la ceinture.

Un licencié des « Fonderies », père de quatre enfants, par exemple, ne touche que 93 F 80 par semaine d'allocations de chômage, et vient seulement depuis le 8 février de percevoir une quinzaine de l'A.S.S.E.D.I.C., soit 123 F 20. Avec cela il ne pourra certainement pas s'offrir les mêmes festins que Pompidou, tels ceux qu'on lui voit déguster à la Télévision !

De plus, tous les travailleurs des « Chantiers » (non compris les licenciés) voient, par la diminution de leur horaire de travail sans compen-

sation de salaire, une perte de salaire se chiffrant de 80 à 160 F (selon l'horaire fait et imposé, 40, 42 et 44 h.), soit une diminution de leur pouvoir d'achat de 10 à 20 p. 100.

Mais les travailleurs de l'Ouest sont résolus à continuer à lutter contre ce régime au service unique du grand patronat.

Et le Fonds national de l'emploi ?

Dernièrement, se réunissaient à Guidel (Morbihan, près de Lorient), des responsables syndicaux ouvriers, cadres, paysans et étudiants, qui, unis, devaient décider d'organiser courant avril un vaste rassemblement groupant les populations des départements de Bretagne, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire et Vendée, ces sept départements ayant les mêmes problèmes de sous-emploi.

Les responsables syndicaux nazairiens font continuellement des voyages à Paris pour tenter d'obtenir des revenus suffisants aux préretraités des « Chantiers » (pour l'instant, sans doute 90 p. 100 du salaire normal basé sur 40 h. par semaine, sans compter les bons bien sûr !). Mais Grandval, le gaulliste soi-disant de gauche, refuse absolument la préretraite à 60 ans aux « Chantiers », ce qui éviterait les licenciements, car cela pourrait faire tache d'huile dans le reste de la France.

Les licenciés, eux, ont refusé leurs primes de licenciement et continuent de se présenter aux « Chantiers ». D'autres inquiétude, se font jour pour certains, en particulier pour des locataires des « Chantiers » qui ne sont pas assurés de pouvoir conserver leur logement. D'autres sont écœurés de devoir vivre aux crochets de leurs femmes quand celles-ci travaillent et cela leur donne le « bourdon », comme ils disent.

Un mouleur a bien trouvé du travail, en Suisse, à 6 F 50 de l'heure. Mais le Fonds national de l'emploi lui payera-t-il son déménagement ? Car un fondeur parti pour Paris, ayant par chance trouvé emploi et logement, n'a pas été aidé par ce Fonds national de l'emploi qui, malgré les paroles lénifiantes de Pompidou, n'est pas encore mis en application.

Or les fondeurs n'ont touché une indemnité de licenciement que s'ils étaient depuis plus de 10 ans dans cette entreprise et les économies partent vite...

Mais déjà, devant les actions unies des travailleurs nazairiens, Pompidou recule car il n'ose plus parler de la mobilité des hommes sur le plan national, mais seulement régional. Seulement les travailleurs nazairiens désirent que leur ville ne devienne pas une ville habitée seulement par des vieillards et des chômeurs. Ils ont conscience de porter haut le drapeau de la France du fait de leur haute qualification professionnelle, quoi qu'en dise Pinczon, laquelle leur a permis de construire et le Normandie et le France et combien d'autres aussi glorieux. Ils ont trop souffert pour leur ville lors de la guerre 39-45 et particulièrement pendant la poche de Saint-Nazaire.

Saint-Nazaire avait été une ville sinistrée à 80 p. 100 et ils pensent qu'une ville neuve doit pouvoir faire vivre ses habitants décemment et c'est tout ce qu'ils désirent. Ils disent que la démission de Pinczon et de certains dirigeants de ce pays pourraient être utiles dans ce sens, surtout si cela pouvait amener l'avènement d'une République socialiste. Ils espèrent dans un renouveau du Front populaire dégagé de ses composantes bourgeoises et radicales et ont trouvé de bon augure les dernières élections cantonales. Et ils sont prêts s'il le faut à une grève illimitée, mais savent bien qu'à eux seuls ils ne feront pas la Révolution.

VERS UNE CONVERGENCE ENTRE L'EST ET L'OUEST

DANS cet ouvrage publié dans l'excellente collection « Idées », Maurice Duverger prétend confronter les idées marxistes et les conceptions dominantes en Occident, non pour les opposer systématiquement mais pour en tirer « une synthèse globale ». Projet ambitieux à coup sûr, car ainsi que le remarque l'auteur, dans l'Occident d'aujourd'hui « l'abondance des informations sur toutes les questions va de pair avec une absence quasi complète de vue générale, qui permettrait seulement de comprendre l'importance et la signification de chacune ».

Après avoir souligné que l'Etat est toujours à la fois « l'instrument de la domination de certaines classes sur d'autres » et « un moyen d'assurer un certain ordre social, une certaine intégration », Duverger étudie les facteurs de lutte. S'il remarque que les phénomènes politiques existant dans certaines sociétés animales, il fait par ailleurs le procès des théories racistes dont il montre les origines sociologiques et psychologiques. Dénonçant l'abus qui est fait des théories freudiennes aux Etats-Unis, l'auteur souligne les limites de leur application au plan politique : « Le microbe psychique n'est rien, le terrain sociologique est tout. Si les circonstances et les structures sociales n'avaient point porté Adolf Hitler au pouvoir en 1933, tout porte à croire que dans un coin de l'Allemagne d'aujourd'hui vivraient deux bourgeois tranquilles, sérieux, ponctuels, entourés de l'affection de leurs petits-enfants et de l'estime de leurs voisins : Adolf Eichmann et Heinrich Himmler. »

Plus importante est l'influence du facteur démographique, au moins dans les pays sous-développés. Et il ne faut pas négliger non plus la composition de la population, le rôle particulier des femmes et celui des paysans, sur lesquels se sont appuyés successivement l'autocratie et la bourgeoisie (situation dont il aurait fallu souligner qu'elle est en train de se modifier). Quant aux facteurs géographiques, s'il serait vain de nier leur importance, il convient de remarquer que leur influence propre décroît avec le progrès des techniques.

La critique d'un certain marxisme

« Les éléments socio-économiques sont probablement les facteurs les plus importants des antagonismes politiques », écrit Duverger. Cette constatation rapproche effectivement l'Est et l'Ouest, malgré les différences de doctrine. Soulignant l'importance de la théorie marxiste de la lutte des classes, l'auteur a malgré tout beau jeu de montrer que les classes ne disparaissent pas entièrement dans les pays socialistes : « En dehors de toute appropriation privée des instruments de production, l'inégalité des salaires et des situations sociales n'est pas sans conséquences héréditaires... » Cependant ces inégalités n'ont pas le même caractère fondamental que dans la société capitaliste. Certes, dans les sociétés occidentales les plus évoluées, « le haut niveau de vie rend plus supportables les défauts du capitalisme (...) mais la propriété privée des moyens de production y demeure la base de privilèges héréditaires très importants, qui maintiennent une lutte de classes ».

Enfin l'inégalité des progrès techniques dans les pays avancés et dans les pays sous-développés tend à creuser entre eux un fossé de plus en plus grand et à développer dans les seconds des tensions comparables à celles qui existaient au XIX^e siècle dans les pays en voie d'industrialisation rapide.

Si la description que fait Duverger des « trois mondes » nous paraît juste pour l'essentiel, nous serions tenté de lui objecter que sa critique souvent pertinente du marxisme s'applique en fait à un certain marxisme peu dialectique, et marqué par l'empreinte du stalinisme.

Pourquoi ceux qui se veulent fidèles à la méthode marxiste nieraient-ils l'existence de contradictions dans les sociétés post-capitalistes, pourquoi nieraient-ils les interactions entre l'infrastructure et les superstruc-

INTRODUCTION A LA POLITIQUE DE MAURICE DUVERGER

tures, c'est-à-dire le rôle propre des facteurs culturels et des institutions politiques, le poids des traditions que Marx lui-même a souligné ?

De faux dilemmes

Maurice Duverger étudie ensuite les formes du combat, le rôle des régimes politiques et des partis. Distinguant les régimes pluralistes ou démocratiques des régimes autoritaires ou démocratiques, il classe les premiers en trois types : les régimes présidentiels de type américain, les régimes parlementaires à bipartisme de type anglais, les régimes parlementaires à multipartisme du type européen continental. Mais l'auteur assimile le régime anglais au régime américain puisqu'en votant pour un des deux grands partis les citoyens britanniques désignent en fait le chef de l'exécutif, ce qui n'est pas le cas dans la démocratie « médiatisée » où « le peuple ne se sent guère concerné par les intrigues de couloirs et de comités d'où sort la nomination du chef de gouvernement ».

Si cette critique du parlementarisme classique nous semble fondée, il ne s'ensuit pas à notre avis que le régime présidentiel de type américain ou gaulliste soit plus démocratique. L'élection au suffrage universel d'un président plus ou moins indépendant des partis favorise l'apolitisme et empêche une contestation réelle de l'ordre existant. Celle-ci ne peut être que le fait de partis puissamment organisés, les institutions devant leur permettre de gouverner durablement lorsqu'ils arrivent au pouvoir (ce qui n'était pas le cas sous la IV^e République).

Par ailleurs Duverger a raison de souligner que les régimes politiques ne dépendent pas seulement des systèmes de propriété des moyens de production mais aussi du niveau de développement économique, d'où l'existence de régimes autoritaires dans les pays sous-développés et les difficultés de la « libéralisation » des pays communistes insuffisamment industrialisés (la situation de l'U.R.S.S. n'étant pas à cet égard la même que celle de la Chine).

En ce qui concerne les partis, Maurice Duverger oppose les partis de cadres — convenant à l'aristocratie et à la bourgeoisie — et les partis de masses « correspondant à l'élargissement de la démocratie ». Il note qu'avec l'affermissement de la démocratie politique les libéraux, qui autrefois étaient souvent les alliés des socialistes, ont maintenant tendance à se rallier aux conservateurs contre ces derniers. L'auteur se préoccupe également de l'influence du mode de scrutin sur le nombre des partis, le scrutin majoritaire favorisant les regroupements et la représentation proportionnelle la multiplication des formations.

Sont ensuite étudiés les groupes de pression, le rôle de la violence (que la politique tend à éliminer sans y parvenir complètement), le rôle de l'argent contrebalancé dans une certaine mesure par les organisations de masses, le rôle des idéologies, l'influence de la presse et de la radio-télévision. En définitive, souligne Duverger, « l'argent reste, dans les sociétés occidentales contemporaines, l'arme la plus forte (...). Les autres éléments de puissance politique peuvent emporter telle ou telle décision secondaire, infléchir telle ou telle autre; ils ne peuvent qu'exceptionnellement imposer une décision fondamentale ».

Plus contestable, moins actuelle en tout cas nous semble être l'opposition entre réformisme et révolution qui, selon Duverger, diviserait les partis de gauche. Il ne suffit pas de constater que tous les partis socialistes ont cessé d'être révolutionnaires après 1920 et que les partis communistes occidentaux tendent vers le réformisme. L'opposition se situe en fait entre ceux qui veulent transformer la société de leur temps par des méthodes appropriées (ce ne sont pas

les mêmes dans les pays industrialisés et dans les pays sous-développés) et ceux qui se contentent de réformer à la petite semaine parce que, consciemment ou non, ils ont abandonné toute perspective socialiste. Il est clair qu'une renaissance du socialisme en Europe occidentale implique l'abandon par les partis communistes du stalinisme et par les partis socialistes de l'esprit social-démocrate.

En ce qui concerne les méthodes du combat politique comme en ce qui concerne les institutions, Duverger s'enferme dans de faux dilemmes. Bourgeois progressiste, il se livre à une critique souvent pertinente de l'ordre établi mais ses analyses semblent déboucher trop souvent sur l'intégration à ce même ordre établi.

Une intégration difficile

Et pourtant Maurice Duverger est conscient des difficultés de l'intégration politique dans tous les régimes : « L'intégration politique est toujours partiellement illusoire. Le pouvoir n'est jamais au service exclusif de l'ordre social et de l'intérêt général. Inversement, il y a toujours un peu d'intégration, même dans les pires régimes : ils construisent des routes, règlent la circulation, assurent l'évacuation des ordures ménagères, entretiennent des sapeurs-pompiers... »

La société d'abondance elle-même ne peut assurer une intégration parfaite, les besoins ayant tendance à croître plus vite que les possibilités de les satisfaire. De plus, il y a l'opposition actuelle des nations riches et des nations prolétaires.

« Les nations prolétaires ne peuvent pas affronter les nations sous-développées, mais elles peuvent les pousser à s'affronter entre elles. Cette aggravation des conflits internationaux réveille les antagonismes intérieurs. A l'Ouest, aujourd'hui, la peur du communisme, c'est-à-dire d'un risque extérieur, est une base essentielle des conflits politiques internes. Tant qu'il y aura des nations prolétaires, les nations riches ne connaîtront pas l'intégration totale, à supposer que celle-ci soit possible. »

S'il est vrai que « la peur du communisme » et l'existence de tiers monde ont leurs répercussions sur la politique intérieure des pays de l'Occident capitaliste, réduire à ces influences extérieures les conflits politiques qui les agitent, n'est-ce pas sous-estimer les contradictions qui subsistent dans les sociétés de ces pays (en particulier en Europe occidentale) ?

Pour un socialisme démocratique

Aussi bien la grande idée de l'auteur (non originale d'ailleurs) est celle d'une convergence de plus en plus grande entre les régimes de l'Est et ceux de l'Ouest : « Les programmes krouchtcheviens, relatifs au communisme de 1980, ressemblent étrangement aux descriptions de l'American way of life faites de l'autre côté de l'Atlantique. L'image occidentale de la société d'abondance, confortable et dépolitisée, est très proche de l'image soviétique de la phase supérieure du communisme et du dépérissement de l'Etat. Les deux pèchent par le même excès d'optimisme... »

Du moins, Maurice Duverger pense-t-il que l'U.R.S.S. et les démocraties populaires d'une part, les U.S.A. et l'Europe occidentale d'autre part, marchent vers un socialisme démocratique « par un double mouvement : de libéralisation à l'Est, de socialisation à l'Ouest ».

Ce qui ne signifie pas que ce mouvement ne soit pas susceptible de retours en arrière, par exemple si beaucoup de pays du tiers monde suivaient, dans les prochaines décennies « la voie chinoise » qui est sans doute contestable mais qui constitue

actuellement le seul modèle pour sortir du sous-développement.

Duverger souligne ensuite l'impossibilité d'une planification véritable, d'une planification globale de l'économie en régime capitaliste et l'absurdité de la propriété héréditaire des moyens de production importants : « On n'admet plus que le fils succède au père dans l'armée, dans l'administration, dans la politique, dans la science, etc. Qu'il succède encore au père dans l'économie, cela paraît de moins en moins naturel. »

Normalement « le capitaliste n'a plus guère, en Occident, qu'une légitimité négative » ; on le préfère seulement à la dictature communiste : « Staline a renforcé le capitalisme, en assimilant le socialisme au totalitarisme, comme les Jacobins avaient renforcé la monarchie, en assimilant la République à la Terreur. »

Mais n'est-ce pas verser dans le fatalisme que de faire dépendre l'instauration du socialisme en Occident de l'évolution des pays de l'Est vers un véritable socialisme démocratique ? Duverger, qui a prévu l'objection, se contente d'écrire : « Il est possible d'ailleurs que le capitalisme disparaisse avant ce jour, par une évolution interne, et que le socialisme démocratique s'établisse à l'Ouest avant d'apparaître à l'Est. »

Nous dirons plus : c'est à cette évolution, ou plutôt à cette révolution, qu'il nous faut travailler (n'ayons pas peur du second terme qui n'est pas nécessairement synonyme de barricades et de terreur).

Est-ce à dire que la convergence entre les deux mondes sera un jour totale (« les pays du tiers monde marchant dans le même sens, avec un décalage important ») ?

Ce serait méconnaître les leçons de l'histoire que de le penser : « Le fait que les marxistes aient commencé d'abord par la socialisation, puis développent ensuite la libéralisation dans le cadre ainsi créé, alors que les occidentaux ont établi premièrement la démocratie politique et construit le socialisme après elle et en elle, suffit à exclure que l'Est et l'Ouest aboutissent finalement au même type de régime, bien que le progrès technique général pousse à l'uniformité. »

Ces remarques viennent nuancer de façon importante la thèse de l'auteur qui, meilleur observateur que théoricien, nous a donné malgré tout un ouvrage susceptible de nourrir d'utiles réflexions.

Maurice Combes.

Edit. Gallimard - Collect. « Idées ».

Vient de paraître

POLITIQUE

● GREVE DE MASSES, PARTI ET SYNDICATS, Rosa Luxemburg. — Ed. François Maspero (dans la collection « Bibliothèque socialiste »), 4,95 F.

● OU VA L'AMERIQUE LATINE ? Léo Huberman et Paul Sweezy, professeurs universitaires américains, présentent les vues des auteurs de divers pays sur les problèmes cruciaux de ce vaste continent. — Ed. François Maspero, 9,90 F.

● POUR LA REVOLUTION AFRICAINE, Frantz Fanon. Les textes politiques de Fanon publiés dans ce volume couvrent la période la plus active de sa vie. — Ed. Maspero, 13,90 F.

ROMANS

● ALMAGESTES, Alain Badiou. Ce volume consacré au langage est le premier volet d'un triptyque dont les autres parties traiteront de l'homme et de l'histoire. — Ed. du Seuil.

● S'IL FAUT MOURIR, Junius Edwards (traduit de l'américain). L'auteur trace un tableau impeccable de la condition inhumaine de ses frères de couleur aux Etats-Unis. — Ed. Robert Laffont, 12,35 F.

● NUITS BLANCHES EN PRISON, Teodoro Giuttari (traduit de l'italien). La protestation désolée d'un simple, condamné pour un délit qu'il n'a pas commis. — Ed. Albin Michel, 12,34 F.

Théâtre

LA CRUCHE CASSÉE

par le groupe Firmin-Gémier

PARALLELEMENT à la préparation du IV^e Festival d'Aubervilliers, Gabriel Garran, animateur du Théâtre de la Commune, vient de donner un nouvel essor à la vie culturelle de la région parisienne en mettant sur pied une série de représentations destinées à assurer le rayonnement d'une expérience artistique qui se déroulait jusqu'ici dans le cadre de la grande cité ouvrière de la banlieue Nord. Avec le groupe théâtral Firmin-Gémier, fondé en 1961, lors du premier festival d'Aubervilliers, Gabriel Garran ne se contente plus d'inviter les spectateurs à quelques représentations annuelles, il prend le chemin des salles des fêtes et des scènes locales, renouant ainsi avec une tradition oubliée et proposant au public un théâtre à la mesure de ses préoccupations, de ses aspirations.

Samedi 14 mars, le groupe jouait La Cruche cassée, de Von Kleist, à Aubervilliers ; une semaine plus tard, il donnait une nouvelle représentation à La Courneuve. Le succès a été, chaque fois, complet : plusieurs centaines de spectateurs, dans l'une et l'autre cité, ont été séduits et passionnés par une œuvre qui rend compte en termes clairs, dans un langage concret, de l'éveil de la conscience populaire face aux abus de pouvoir et à l'injustice.

Le résultat est d'autant plus remarquable que le groupe théâtral est constitué par des amateurs, c'est-à-dire par des jeunes gens et des jeunes filles qui prennent sur leur temps de loisir pour sacrifier à leur passion du théâtre. Mais on est loin, ici, de ce que le terme d'amateur entraîne habituellement d'à-peu-près et de maladroitures. La Cruche cassée, jouée par le groupe Firmin-Gémier, dans une mise en scène de Noël Napo, est une œuvre minutieusement préparée, fortement marquée par le souci de convaincre ; le jeu des comédiens est suffisamment juste pour emporter l'adhésion.

A deux mois et demi du IV^e Festival d'Aubervilliers (qui a inscrit cette année à son programme Coriolan, de Shakespeare), cette série de représentations, qui se poursuivra dans d'autres localités, est une excellente entrée en matière.

Pierre David.

En Bref...

Robert Enrico a reçu le prix Jean-Vigo pour La Belle Vie, film dont nous avons rendu compte dans notre numéro du 8 février. Enrico prépare actuellement une série de trois courts métrages : Daphné (avec Dany Saval et Théo Sarapo), L'Innocent et La Gabardine, pour la télévision française.

LA REMISE

de Roger Planchon



« La Remise » : une œuvre à demi biographique.

LA REMISE, de Roger Planchon, se présente sous la forme d'une chronique campagnarde, insérée entre les années d'une après-guerre (1923) et celles d'une autre après-guerre (1954). Entre ces dates extrêmes, l'histoire se fait, atteignant indirectement une famille de paysans pauvres de haute Ardèche, accrochée à son bout de terre. Au fur et à mesure que les années s'écoulent, la famille se défait ; au fur et à mesure de cette désagrégation, l'ancêtre, Chausson de Borée, s'agrippe, comme si sa renonciation devenait l'aveu de son échec.

Afin de raconter cette agonie, plutôt que de suivre l'ordre chronologique, Roger Planchon a préféré une succession de tableaux, sans lien apparent, circulant en dents de scie dans le temps, pour revenir à l'époque où le drame s'achève. Il souligne ainsi les épisodes décisifs de son récit, et montre leurs différentes faces. Il s'agit d'un drame. Lorsque la pièce débute, le vieux est mort, assassiné, et c'est un peu avec les yeux du petit-fils Chausson qui mène une enquête parallèle à celle de la police, que nous reconstituons le « puzzle Chausson ».

Deux thèmes apparaissent dans La Remise : celui de l'enracinement, donc du déracinement ; celui du « monde qui se fait ». A dessein, j'emploie les guillemets. Le vieux monde agonise et enfante douloureusement un autre monde, rejetant les laissés pour compte sur la touche. Existe-t-il des coupables, sommes-nous tous coupables ?

Planchon, on l'a lu, a écrit une œuvre à demi biographique. Visiblement, il s'en est trouvé gêné, d'autant plus qu'il joue lui-même le rôle du vieux, qu'il a mis en scène. On assiste à une sorte de psycho-drame. Planchon se délivre de son enfance

en nous la livrant. Mais l'acceptons-nous ?

Le spectateur est évidemment tenté de se référer au naturalisme, aux romans de Zola, à Antoine, à René Bazin parce que tout cela a un ton « la terre qui meurt ». Traiter des paysans sur scène est difficile. Planchon a multiplié la difficulté en prétendant ouvrir son propos plus généralement à l'Histoire, c'est-à-dire en essayant de tisser des liens contextuels avec le monde des années 20-40. Il n'y réussit pas. Encombré de trop expliquer dans les dialogues, de motiver dans le texte la violence de ses personnages, il développe en scènes essentielles ce qui nous paraît accessible, je veux dire l'anecdote typique. Certains personnages sont inconsistants ou conventionnels : le fils, le commissaire, le médecin.

L'interprétation échauffe les reproches de naturalisme que l'on peut formuler. Roger Planchon est saisissant ; Jean Bouise donne une épaisseur accablante au muet Gaston Chausson, mais l'ensemble des acteurs semble ne pas avoir trouvé le ton. Mêmes reproches aux décors de René Allio, dont on comprend bien le propos : aller vers l'abstrait au fur et à mesure de la marche du vieux vers sa folie. Mais quel décalage de style !

Il ne nous reste plus qu'à attendre la prochaine pièce de Planchon. (A l'Odeon-Théâtre de France.)

Cité-Panorama organise le mardi 14 avril, à l'amphithéâtre de l'annexe de la Sorbonne, 16, rue de la Sorbonne, une conférence-débat : « Nouveau théâtre, nouveau roman », avec Lucien Goldman et l'équipe du théâtre de la Cité.

E. C.

LA FAUSSE SUIVANTE

de Marivaux

AFIN de conclure un mariage lucratif avec une dame de Paris qu'il ne connaît pas, le séduisant Lelio rompt avec une maîtresse aimée, jette dans les bras d'un mystérieux chevalier la comtesse qu'il s'était d'abord promise. Les voiles tomberont au dernier acte : le fourbe Lelio est démasqué, par le chevalier qui n'est rien d'autre que la dame de Paris. De cette comédie insolite — il est rare au théâtre de voir un personnage féminin mener et dominer l'intrigue — Roger Mollien dont c'était la première mise en scène au TNP a fait une médiocre farce, lourde, maladroite. Geneviève Page, elle-même, joue du clin d'œil pour excuser un travesti qu'elle remplit pourtant agréablement. Jusqu'aux décors, aux costumes qui surchargent ; qui expliquera un jour pourquoi les paysans costumés doivent être revêtus de vêtements du plus mauvais goût ? La farce, sans doute...

E. C.

Cinéma

Une ravissante idiote

d'Edouard Molinaro

LE héros du film d'espionnage étant, par définition, paré de toutes les vertus morales et physiques propres à faciliter ses peu reluisantes activités, il est plaisant d'imaginer ce qu'il peut advenir d'un garçon timide et amoureux, perdu dans la sinistre jaune des agents secrets. Ce « changement de signe » est le point de départ algébrique de la plupart des films comiques, mais sur la pellicule les résultats ne sont pas toujours très convaincants. Avec Une ravissante idiote, Edouard Molinaro a résolu ses petites équations burlesques avec un bonheur reconfortant.

Rien de comparable avec les débordements clownesques des Marx Brothers ou de Jerry Lewis. Il s'agit ici d'un dosage soigné de fantaisie charmante et de farce appuyée, d'étourderie lunaire et de machiavélisme loufoque, de vivacité et de lenteur calculée par un metteur en scène très avisé dans le choix de ses angles et de ses mouvements d'appareil : on pense à un exercice de funambule truffé de maladroitures, les erreurs étant destinées à souligner mieux les qualités de l'acrobatte.

Anthony Perkins, à qui échoit le redoutable honneur de marcher sur la corde raide (en essayant de voler le fameux dossier « Avalanche », le plan de mobilisation de la flotte de l'O.T.A.N.), assume à la perfection toutes les infortunes de l'opération. Brigitte Bardot ne fut peut-être jamais aussi jolie, fraîche, câline et séduisante ; elle joue très intelligemment son rôle de fausse idiote. Grégoire Aslan est un agent soviétique inquiétant et caricatural (donc démystifiant) à souhait. Quant aux seconds rôles, officiers de l'Amirauté britannique (André Luguet, Hans Verner), serviteurs stylés (Jacques Monod), dindes de salon (Denise Provence), ou troisièmes couteaux des différents services secrets (Jean-Marc Tennberg, Charles Milliot) ils tiennent fort bien leur place dans ce quadrille enjoué.

Jean-Jacques Vernon.

MOULOUJJI PRODUCTEUR

Mouloudji, qui compose lui-même ses chansons, a décidé de produire lui-même ses disques. Son premier disque comporte quatre chansons : Le Déserteur, A Saint-Germain-des-Prés, Si je t'avais connue, Dame la Mort.

Ce disque sera vendu dans le commerce, par les disquaires, au prix d'un 45 tours normal, soit 9,80 F.

Nous tenons à votre disposition ce disque au prix de 7 F (+ 0,65 F pour la commande). S'adresser : 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 8 au 14 avril

CUBA, SI

Un film de Marker

Au même programme

La PUNITION

de Jean Rouch

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 8 au 14 avril

Deux films :

CUBA, SI LA PUNITION

E. C.

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

La première édition vraiment complète Paris Match

3 magnifiques volumes 21 x 27, épaisseur 6,5 cm, de 1800 pages environ, relié pleine toile, tranche dorée à l'or fin.

- ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES
- ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES.

Chaque volume peut être vendu séparément mais, afin de profiter des conditions exceptionnelles (à partir de 13,50 F par mois le volume) offertes à nos lecteurs pour quelques jours encore, hâtez-vous de nous adresser le bon ci-dessous pour recevoir une documentation gratuite.

BON à adresser à : Librairie PILOTE, 30 rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veuillez m'adresser je vous prie sans engagement de ma part, une documentation gratuite concernant les Œuvres Complètes de VICTOR HUGO.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

T.S. II

L'U.N.E.F

a défini sa stratégie dans la bataille politique de l'UNIVERSITÉ

LE 53^e Congrès de l'U.N.E.F. qui vient de se tenir à Toulouse a été marqué par l'approfondissement de la ligne définie à Dijon l'an dernier: permettre aux étudiants de contester globalement les structures sociales à partir, fondamentale-

ment, de la réflexion et de la revendication sur les problèmes que pose le travail universitaire et, pour ce faire, d'abord leur permettre de participer pleinement à l'action et aux décisions de leur syndicat.

L'U.N.E.F. face à la crise de l'université.

A l'issue d'une année riche en expériences et en difficultés, un long et dense « texte d'orientation universitaire » précise la stratégie de l'U.N.E.F. face à la crise de l'université.

Après avoir écarté dans la conjoncture politique actuelle l'élaboration rapide « d'un contre-plan décrivant une réforme démocratique idéale de l'université » et une politique « strictement défensive et négative du syndicat étudiant » le texte précise :

« La troisième démarche qui semble devoir être la mieux adaptée à la situation politique actuelle consiste à élever le niveau de conscience du milieu étudiant par la formulation des exigences fondamentales permettant des plates-formes minimales, celles-ci doivent présenter le double avantage :

« 1^o De comporter des objectifs partiels réalistes qui soient perçus comme tels par les étudiants et qui en particulier confèrent une certaine positivité à la contestation syndicale (possibilités de réaliser des expériences témoins) ;

« 2^o De s'intégrer à une stratégie d'ensemble, c'est-à-dire de permettre le renouvellement de la contestation dans les mêmes

conditions en découvrant à tous lorsque ces objectifs sont atteints, à la fois, la nécessité et la possibilité réelle de la revendication sur des objectifs plus fondamentaux.

« Ceci implique, d'une part, la formulation par les responsables syndicaux de thèmes de critique et de revendications permanentes qui constituent moins des objectifs que des directives de recherche et d'action et, d'autre part, l'élaboration sur le plan local ou disciplinaire d'alternatives concrètes à des situations ressenties comme opprimantes. »

Ces thèmes de revendications et de critiques permanentes portent sur trois domaines essentiels :

« D'abord la revendication de l'indépendance matérielle de l'étudiant et de la possibilité pour lui d'effectuer son travail universitaire à temps plein et dans les meilleures conditions. Ensuite, une revendication portant sur le contenu de l'enseignement dispensé à l'université, tant à partir d'exigences épistémologiques qu'à partir d'exigences économiques (formation professionnelle). Enfin, une revendication portant sur les méthodes de l'enseignement (exigences pédagogiques) et le mode de contrôle de l'acquisition des connaissances. »

Action intersyndicale.

Après avoir affirmé, conséquence de ses choix fondamentaux, la volonté d'action unie de l'U.N.E.F. avec les syndicats ouvriers et enseignants et avant de formuler des propositions précises d'action concrètes intersyndicales à la base, le texte d'orientation universitaire définit clairement les limites actuelles de l'action intersyndicale.

« Il ne faut pas tomber avec les syndicats ouvriers et enseignants dans ce piège qui consisterait à refuser avec eux les problèmes techniques pour nous placer dans un champ exclusivement politique :

— soit en posant en priorité le problème du recrutement de l'enseignement,

— soit en politisant de façon très rapide nos revendications sur l'enseignement supérieur.

« Il en ressort une pratique syndicale erronée qui conduit à la négation du syndicat étudiant. Elle consiste à privilégier l'action intersyndicale sur la démocratisation de l'enseignement en général, et sur des thèmes qui ne concernent pas directement les étudiants d'ici et de maintenant, bref qui ne mettent en jeu aucune des contradictions objectives générales dont ils sont directement victimes, mais des motivations idéologiques de justice par exemple dont ils ne sont pas tous animés. »

L'allocation d'études.

En conséquence de cette orientation générale le Congrès a décidé que le thème principal des actions revendicatives sur le plan national, pour cette année, sera l'allocation d'études attribuée à tous les étudiants sur critères universitaires et financée par l'État telle que l'a définie l'U.N.E.F.

Le Congrès a rejeté une motion de l'Association des étudiants de Lille tendant à prendre pour thème principal un projet de réforme du système des bourses.

Sans oublier le soutien qu'apporte le pouvoir et sa radiotélévision aux associations d'étudiants de tendance « corporatiste » (par exemple les dirigeants actuels de l'Association des étudiants en Sciences

de Paris). Les principales difficultés d'ordre interne de l'U.N.E.F. seront sans doute les difficultés — d'ailleurs normales — d'explicitation de l'orientation générale auprès des adhérents et même des militants: il est significatif à ce sujet que les travaux des commissions autres que la commission universitaire aient été beaucoup moins fructueux et beaucoup plus confus.

★
Néanmoins il s'est dégagé de ce congrès une volonté politique cohérente; il est certain que l'U.N.E.F. aura cette année des périodes difficiles à traverser mais la ligne d'action est claire. Elle est d'ailleurs la seule possible pour le mouvement étudiant.

Claude Alain.